N°1 : Développer un service de transport en commun gratuit pour tous (liaisons intracommunautaires)

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Les déplacements sont la deuxième source de consommation d'énergie (45%) et le premier poste d'émissions de GES (61%) du territoire de la CC de Blaye. Ils sont caractérisés par l'utilisation quasi exclusive de produits pétroliers, dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.

La marge de manœuvre du territoire sur la mobilité est importante, avec un impact conséquent sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES. Cela s'articule autour de quatre axes :
- Le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle
- Le développement des modes de déplacements non carbonés
- L'optimisation des transports induits par l'activité économique
- Le développement de l'offre de commerces et de services de proximité

Le territoire du Blayais est fortement dépendant de la voiture individuelle pour les déplacements domicile-travail (85% des actifs – Source : INSEE 2016). Le développement des transports collectifs pour les déplacements pendulaires s'opérant en intra-territoire présente une solution alternative à l'utilisation de la voiture en solo.

Ainsi, la CC de Blaye souhaite s'emparer de cette problématique en réponse aux besoins de déplacement de ses habitants.
La CCB désire engager une réflexion sur le développement d'un service de transport intracommunautaire desservant l'ensemble des villages et dont les modalités de réalisation restent à définir : régie, DSP, gratuité, véhicule propre etc.

Préalablement, la CCB devra se positionner sur la volonté de devenir (ou non) autorité organisatrice de la Mobilité comme le prévoit la Loi Orientation Mobilité (LOM).

Effets sur :

☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☒	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☐	Séquestration

Objectifs visés : Réduire l'usage de la voiture individuelle pour les trajets quotidiens

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Engager une réflexion sur un service de transport intracommunautaire	2020-2022
Réaliser une étude de faisabilité	2020-2022
Déployer et communiquer sur le service le cas échéant	2022-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice- Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, Région, Département Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :

Etude de faisabilité	40 000 € (F)	
Déploiement du service	1 000 000 € (I)	
Communication sur le service	5 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :	
Indicateurs de suivi :	Nombre d'usagers du service de transport en commun (liaisons intracommunautaires)
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Diminution de la pollution atmosphérique Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier)
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	633	531 163	1 711	23 683	

<u>Hypothèses prises</u> :

- *Utilisation des transports collectifs par 6% des actifs*
- *Les gains potentiels énergie-climat indiqués ici sont ceux des fiches-actions n°1 et 2*

Incidences environnementales positives
Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°2 : Améliorer le service de transport en commun (liaisons extracommunautaires)

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Les déplacements sont la deuxième source de consommation d'énergie (45%) et le premier poste d'émissions de GES (61%) du territoire de la CC de Blaye. Ils sont caractérisés par l'utilisation quasi exclusive de produits pétroliers, dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.

La marge de manœuvre du territoire sur la mobilité est importante, avec un impact conséquent sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES. Cela s'articule autour de quatre axes :
- Le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle
- Le développement des modes de déplacements non carbonés
- L'optimisation des transports induits par l'activité économique
- Le développement de l'offre de commerces et de services de proximité

Le territoire du Blayais est fortement dépendant de la voiture individuelle pour les déplacements domicile-travail (85% des actifs – Source : INSEE 2016), notamment vers la métropole bordelaise. L'autoroute A10 arrivant à saturation en heure de pointe, le développement des transports collectifs pour les déplacements pendulaires s'opérant à l'échelle départementale présente une solution alternative à l'utilisation de la voiture en solo et au désengorgement des axes routiers.

Afin de répondre aux besoins de déplacements des habitants, La Communauté de Communes souhaite participer activement et soutiendra tous projets visant à améliorer la mobilité sur son territoire :
En matière ferroviaire :
- Réouverture de la ligne de train Blaye-Saint Mariens pour rejoindre la ligne TER Saintes-Bordeaux

En matière Fluviale :
- Renforcer les liaisons Blaye-Lamarque via une augmentation du cadencement
- Initier et développer des liaisons Royan-Blaye-Bordeaux

En matière routière :
- Développer les lignes semi-directes ou direct à haut niveau de service
- Améliorer/développer les liaisons de bus pour éviter les ruptures de charge
- Optimiser le remplissage des transports scolaires et des transports d'entreprises en ouvrant ses services à tous les voyageurs.

Dans le cadre de l'étude Mobilité en haute Gironde en cours de réalisation (2020) portée par La Région NA en partenariat avec les 4 CDC de Haute Gironde ainsi que la CCHS et la CARA, la CCB veillera à défendre l'ensemble de ces projets visant à améliorer les liaisons extracommunautaires.

Effets sur :

☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☐	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☐	Séquestration

Objectifs visés :	Réduire l'usage de la voiture individuelle pour les trajets quotidiens

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	**Calendrier :**
Participer et soutenir tous projets visant à améliorer les liaisons extracommunautaires	2020-2026

Porteur de l'action :	**Partenaires :**
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Région Nouvelle-Aquitaine, Bordeaux Métropole, Communes, ADEME, SNCF, Département de la Gironde, Entreprises du territoire Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	**Coûts prévisionnels (HT) :**	**Financements potentiels :**

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre de ligne de bus créées (liaisons départementales) Nombre d'usagers du service de transport en commun (liaisons départementales) Taux de remplissage des bus scolaires et transport d'entreprises. Nombre d'usagers de la liaison ferroviaire Blaye-Bordeaux Nombre d'usagers de la navette fluviale
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Diminution de la pollution atmosphérique Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier)
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	633	531 163	1 711	23 683	

<u>Hypothèses prises</u> :

- *Utilisation des transports collectifs par 6% des actifs*
- *Les gains potentiels énergie-climat indiqués ici sont ceux des fiches-actions n°1 et 2*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°3 : Favoriser le covoiturage et l'autopartage

DESCRIPTION DE L'ACTION :

		Effets sur :	
Eléments de contexte et description :	*Les déplacements sont la deuxième source de consommation d'énergie (45%) et le premier poste d'émissions de GES (61%) du territoire de la CC de Blaye. Ils sont caractérisés par l'utilisation quasi exclusive de produits pétroliers, dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.* *La marge de manœuvre du territoire sur la mobilité est importante, avec un impact conséquent sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES. Cela s'articule autour de quatre axes :* *- Le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle* *- Le développement des modes de déplacements non carbonés* *- L'optimisation des transports induits par l'activité économique* *- Le développement de l'offre de commerces et de services de proximité* Le territoire de la CCB est fortement dépendant de la voiture individuelle pour les déplacements, notamment ceux pendulaires (85% des actifs – Source : INSEE 2016). Inciter et faciliter le covoiturage une autre solution alternative à l'utilisation de la voiture en solo et au désengorgement des axes routiers. Avec cette action « Favoriser le covoiturage et l'autopartage », il s'agit d'accentuer le taux de remplissage des aires de covoiturage existantes et en cas de saturation d'en créer des nouvelles. Une identification des zones covoiturage « sauvages » pourrait être réalisée au préalable.	☒	Maîtrise de l'énergie
		☒	GES
		☐	ENR
		☒	Qualité de l'air
		☐	Adaptation
		☐	Séquestration
Objectifs visés :	Accroître la pratique du covoiturage		

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Promouvoir les aires de covoiturage existantes	2020-2026
Communiquer sur les outils de mise en relation des pratiquants du covoiturage et d'autopartage	2020-2026
Créer/Aménager des aires de covoiturage en cas de nouveaux besoins	2022-2024

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, Département Partenaires financiers : Département

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Communication	2 000 € (F)	
Outil de mise en relation	3 000 € (F)	
Aménagement / Création d'une place de stationnement « covoiturage »	2 500 € / 10 000 € (I)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'aires de covoiturage/places de parking aménagées ou créées Nombre d'actions de sensibilisation au covoiturage
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Diminution de la pollution atmosphérique Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier) Aménagements impliquant consommation d'espace et artificialisation des sols Point de vigilance sur les ruptures de continuités écologiques
Mesures correctives :	Engager une réflexion sur l'utilisation des sols lors des projets d'aménagement Intégrer les considérations environnementales en lien avec l'imperméabilisation des sols et les continuités écologiques Limiter l'imperméabilisation des infrastructures : revêtements poreux, chaussée végétale, etc

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	1 071	531 163	2 895	23 683	

Hypothèses prises :

- *Pratique du covoiturage pour 6% des actifs ayant un emploi*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°4 : Développer l'usage du vélo et améliorer la marchabilité

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Les déplacements sont la deuxième source de consommation d'énergie (45%) et le premier poste d'émissions de GES (61%) du territoire de la CC de Blaye. Ils sont caractérisés par l'utilisation quasi exclusive de produits pétroliers, dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.

La marge de manœuvre du territoire sur la mobilité est importante, avec un impact conséquent sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES. Cela s'articule autour de quatre axes :
- Le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle
- Le développement des modes de déplacements non carbonés
- L'optimisation des transports induits par l'activité économique
- Le développement de l'offre de commerces et de services de proximité

Avec le projet de loi d'orientations sur les mobilités (novembre 2018), l'Etat s'est fixé pour objectif de tripler la part modale du vélo dans les déplacements quotidiens au niveau national d'ici 2024. Le plan national vélo et la mise en place d'un fonds « mobilités actives », il encourage notamment le développement des mobilités douces (vélo/marche) à l'échelle des territoires et agglomérations moyennes.

Le territoire de la CC de Blaye souhaite se saisir de cette opportunité afin de développer progressivement un maillage cyclable et piéton cohérent, sécurisé et valorisé est une nécessité pour inciter aux déplacements non carbonés sur les courts trajets.

Pour cela, elle s'appuiera sur les études en cours sur cette question à savoir :
- L'étude mobilité portée par la Région NA
- Le Schéma d'accessibilité en 2 roues des Collèges du Département de la Gironde
- L'étude des itinéraires connexes à la voie verte inscrite dans le CTE
- L'étude projet de territoire de la CCB

Sur la base de ces études, la CCB réalisera une Schéma directeur des itinéraires cyclables à l'échelle de son territoire

Effets sur :

- ☒ Maîtrise de l'énergie
- ☒ GES
- ☐ ENR
- ☒ Qualité de l'air
- ☐ Adaptation
- ☐ Séquestration

Objectifs visés : Encourager les mobilités douces (vélo/marche) pour les déplacements de courtes distances

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Réaliser un Schéma directeur des itinéraires cyclables	2020-2022
Programmer, développer et sécuriser les voies cyclables et piétonnes	2022-2026

Développer les aménagements et équipements associés : points de stationnement, signalétique	2022-2026
Sensibiliser aux mobilités douces et communiquer sur les aménagements et les équipements disponibles	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, ADEME, associations locales, Département Partenaires financiers : Département, LEADER

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Schéma directeur des itinéraires cyclables	40 000 € (F)	
Itinéraires cyclables (bande / piste – pour 1 km)	10 000 € / 300 000 € (I)	
Stationnement vélo (non couvert – 1 point)	250 € (I)	
Communication	1 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre de km de pistes cyclables/piétonnes aménagées ou créées Nombre de points de stationnement vélos installés Nombre d'évènements de sensibilisation / d'actions de communication réalisés Nombre de personnes sensibilisées aux mobilités douces
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Diminution de la pollution atmosphérique Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier) Aménagements impliquant consommation d'espace et artificialisation des sols Point de vigilance sur le partage harmonieux de la voirie entre utilisateurs Point de vigilance sur les ruptures de continuités écologiques
Mesures correctives :	Engager une réflexion sur l'utilisation des sols lors des projets d'aménagement Intégrer les considérations environnementales en lien avec l'imperméabilisation des sols et les continuités écologiques Limiter l'imperméabilisation des infrastructures : revêtements poreux, chaussée végétale, etc Favoriser une utilisation harmonieuse et des aménagements par les utilisateurs (piétons/cyclistes par ex.)

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	282	531 163	762	23 683	

<u>Hypothèses prises</u> :

- ***Substitution de la voiture au profit des mobilités douces (vélo/marche) pour 4% des déplacements de courte distance***

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°5 : Favoriser l'usage des véhicules électriques et GNV/bioGNV

DESCRIPTION DE L'ACTION :

		Effets sur :	
Eléments de contexte et description :	*Les déplacements sont la deuxième source de consommation d'énergie (45%) et le premier poste d'émissions de GES (61%) du territoire de la CC de Blaye. Ils sont caractérisés par l'utilisation quasi exclusive de produits pétroliers, dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.* *La marge de manœuvre du territoire sur la mobilité est importante, avec un impact conséquent sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES. Cela s'articule autour de quatre axes :* *- Le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle* *- Le développement des modes de déplacements non carbonés* *- L'optimisation des transports induits par l'activité économique* *- Le développement de l'offre de commerces et de services de proximité* En alternative à la voiture essence ou diesel, l'usage de véhicules électriques et GNV/bioGNV est une solution intermédiaire pour les déplacements du quotidien. Seulement, ces « jeunes » technologies rencontrent des freins à leur développement, malgré des incitations fortes des pouvoirs publics. En ce qui concerne la mobilité électrique, le territoire de la CCB dispose de 4 bornes de recharge pour véhicules électriques. Le développement public du réseau est porté par le SDEEG, syndicat d'énergie départemental, à travers le projet MOBiVE, MOBIlité en Véhicule Electrique. Les infrastructures de charge sont alimentées par de l'électricité issue à 100% des énergies renouvelables. En complément, la CC de Blaye pourrait éventuellement envisager de mettre à disposition des véhicules électriques en libre-service dont les modalités restent à définir. Pour le développement du GNV/bioGNV, une étude départementale des besoins a été réalisée en 2018 par le Département, en partenariat avec l'ADEME et l'ALEC, pour définir les emplacements pertinents d'implantation de stations GNV/bioGNV. La présence au niveau local d'un transporteur incite à poursuivre les réflexions autour de cette solution alternative.	☒	Maîtrise de l'énergie
		☒	GES
		☒	ENR
		☒	Qualité de l'air
		☐	Adaptation
		☐	Séquestration
Objectifs visés :	Augmenter le nombre de véhicules alternatifs		

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Augmenter le maillage des bornes de recharge pour véhicules électriques	2020-2026
Etudier la possibilité de mettre à disposition des voitures électriques en libre-service	2024-2026
Sensibiliser aux mobilités électriques/GNV et communiquer sur les équipements et services disponibles	2020-2026
Accompagner le transporteur local pour un passage de sa flotte au GNV/bioGNV	2022-2024

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye / SDEEG / GRDF Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : Communes, Région, Département, Gironde Ressources, ALEC, TEREGA, Partenaires financiers : TEREGA

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Borne de recharge pour véhicule électrique	3 500 € (I)	
Sensibilisation et communication	1 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre de bornes de recharge pour véhicules électriques installées Nombre de véhicules électriques en libre-service mis à disposition Nombre d'évènements de sensibilisation / d'actions de communication réalisés Nombre de personnes sensibilisées aux mobilités électriques et GNV/bioGNV Nombre de km au GNV/bioGNV effectués par le transporteur local
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Diminution de la pollution atmosphérique Réflexion à conduire sur la recyclabilité des batteries
Mesures correctives :	Engager une réflexion sur l'analyse de cycle de vie des véhicules électriques

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	2 815	531 163	6 768	23 683	

<u>Hypothèses prises</u> :

- *6% de véhicules électriques et GNV/bioGNV*

Incidences environnementales positives
Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°6 : Accompagner la mise en place de plans de mobilité auprès des entreprises

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Les déplacements sont la deuxième source de consommation d'énergie (45%) et le premier poste d'émissions de GES (61%) du territoire de la CC de Blaye. Ils sont caractérisés par l'utilisation quasi exclusive de produits pétroliers, dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.

La marge de manœuvre du territoire sur la mobilité est importante, avec un impact conséquent sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES. Cela s'articule autour de quatre axes :
- Le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle
- Le développement des modes de déplacements non carbonés
- L'optimisation des transports induits par l'activité économique
- Le développement de l'offre de commerces et de services de proximité

Le Plan de mobilité (PDM – anciennement plan de déplacements entreprise/administration (PDE/PDA)) est un ensemble de mesures visant à favoriser l'usage des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle, à destination des salariés d'une entreprise.

Les déplacements considérés sont liés aux activités professionnelles : les trajets domicile/travail, le transport de marchandises, les déplacements professionnels des collaborateurs, des clients, des visiteurs, des partenaires, des fournisseurs, ...

A titre d'exemple, sont présentées ci-dessous pouvant entrer dans un PDM :

- La promotion du vélo : mise en place d'un stationnement sécurisé ou l'indemnité kilométrique vélo
- L'amélioration de l'accès des bâtiments par les piétons
- L'encouragement à l'utilisation des transports publics : adaptation - en partenariat avec les opérateurs de transport - de l'offre existante en termes de dessertes et de fréquences ou information de l'offre de transports publics pour accéder au site…
- L'aménagement des horaires de travail et la mise en place du télétravail
- La mise en place d'un service d'autopartage : partage d'une flotte de véhicules avec d'autres entreprises
- L'incitation au covoiturage : développement d'un service de mise en relation en interne ou avec d'autres entreprises proches du site

Effets sur :

☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☒	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☐	Séquestration

Objectifs visés : Inciter les entreprises à réduire et optimiser les déplacements de leurs salariés et de leurs activités

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Informer les entreprises et inciter à la mise en place de PDM	2022-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CCB/CCI/CMA Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : CC de Blaye, Département, Gironde Ressources, club d'entreprises, GRDF, TEREGA, SDEEG Partenaires financiers : TEREGA, SDEEG

BUDGET PREVISIONNEL :		
Détails :	**Coûts prévisionnels (HT) :**	**Financements potentiels :**
Action d'information	500 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :	
Indicateurs de suivi :	Nombre d'entreprises informées/sensibilisées sur la mobilité Nombre d'entreprises ayant mis en place un PDM
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Diminution de la pollution atmosphérique Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier)
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	1 057	531 163	2 856	23 683	

<u>Hypothèses prises</u> :

- *Gain énergétique sectoriel de 3%*
- *Les gains potentiels énergie-climat indiqués ici sont ceux des fiches-actions n°6 et 7.*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°7 : Développer le coworking et le télétravail

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Les déplacements sont la deuxième source de consommation d'énergie (45%) et le premier poste d'émissions de GES (61%) du territoire de la CC de Blaye. Ils sont caractérisés par l'utilisation quasi exclusive de produits pétroliers, dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.

La marge de manœuvre du territoire sur la mobilité est importante, avec un impact conséquent sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES. Cela s'articule autour de quatre axes :
- Le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle
- Le développement des modes de déplacements non carbonés
- L'optimisation des transports induits par l'activité économique
- Le développement de l'offre de commerces et de services de proximité

On observe chaque jour un important chassé-croisé de salariés, les uns résidant sur le territoire et travaillant en dehors de celui-ci, les autres résidant à l'extérieur du territoire en venant travailler dans le Blayais.

A travers cette action « Développer le coworking et le télétravail », l'intercommunalité souhaite d'une part faciliter la mise en place d'espaces de travail partagés (tiers lieux) et d'autre part inciter les entreprises au développement de la pratique du télétravail pour leurs salariés.

Effets sur :

☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☐	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☐	Séquestration

Objectifs visés : Réduire les besoins de déplacements pendulaires

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Sensibiliser les entreprises à la pratique du télétravail	2020-2026
Faciliter la mise en place de Tiers lieux	2020-2022

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, club d'entreprises, CCI, Gironde Ressources Partenaires financiers : Région, LEADER

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Aménagement de tiers-lieux (au m²)	250 €	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'entreprises informées/sensibilisées sur la mobilité Nombre d'entreprises / de salariés pratiquant le télétravail Nombre d'espaces de travail partagés mis en place Fréquentation des tiers-lieux
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Diminution de la pollution atmosphérique

	Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier)
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	1 057	531 163	2 856	23 683	

Hypothèses prises :

- *Gain énergétique sectoriel de 3%*
- *Les gains potentiels énergie-climat indiqués ici sont ceux des fiches-actions n°6 et 7.*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°8 : Encourager la relocalisation des commerces et des services en centres bourgs

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Les déplacements sont la deuxième source de consommation d'énergie (45%) et le premier poste d'émissions de GES (61%) du territoire de la CC de Blaye. Ils sont caractérisés par l'utilisation quasi exclusive de produits pétroliers, dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.

La marge de manœuvre du territoire sur la mobilité est importante, avec un impact conséquent sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES. Cela s'articule autour de quatre axes :
- Le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle
- Le développement des modes de déplacements non carbonés
- L'optimisation des transports induits par l'activité économique
- Le développement de l'offre de commerces et de services de proximité

La CC de Blaye, au côté de la CC de l'Estuaire, ont mis en place son Schéma de Cohérence Territoriale. Cet outil de planification est un levier d'actions important pour favoriser le développement et la mixité des commerces et services en centres bourgs.

De même, dans le cadre de la compétence « politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales, la CCB a décidé de se doter d'un observatoire afin de suivre les évolutions du commerce des centres-bourgs

La CCB est également candidate à la mise en place d'une Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) et a également signé un partenariat avec l'EPF NA

Enfin dans le cadre son étude « projet de territoire », la CCB réalisera un zoom sur la problématique de revitalisation des centres bourg.

Tous ces outils devraient contribuer au maintien/développement des commerces/services en centres-bourgs et permettre à la CCB d'élaborer une stratégie d'accueil des commerces de proximité.

L'objectif de cette action est alors double : permettre aux habitants d'effectuer leurs achats et services en limitant l'utilisation de leur véhicule, tout en améliorant le taux d'emploi du territoire.

Effets sur :

- ☒ Maîtrise de l'énergie
- ☒ GES
- ☐ ENR
- ☒ Qualité de l'air
- ☐ Adaptation
- ☐ Séquestration

Objectifs visés : Augmenter le nombre de commerces et services de proximité

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Recenser les vacances et développer des actions tendant à les faire disparaitre	2020-2026

Inciter dans les documents d'urbanisme à la mixité et au développement des commerces et des services en centres bourgs	2020-2026
Elaborer une stratégie intercommunale d'accueil des entreprises	2020-2022

Porteur de l'action :	**Partenaires :**
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, Etat, Région, club d'entreprises, CMA, CCI, Département, EPF, Association de commerçants, CC de l'Estuaire Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	**Coûts prévisionnels (HT) :**	**Financements potentiels :**

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre de commerces et services implantés en centres bourgs Evolution du nombre de vacances.
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Réduction des émissions de GES Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier)
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives
Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°9 : Accompagner le développement d'une agriculture durable, de proximité et diversifiée

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

L'économie, au sens des secteurs agriculture, tertiaire, déchets et industrie, est le 3ème consommateur d'énergie (12%) et émetteur de GES (16%). Même si les consommations et les émissions sont de bien moindre volume que celles des transports ou de l'habitat, les énergies fossiles représentent une part importante de l'énergie consommée par les activités économiques ; et les émissions de GES d'origine non énergétiques (celles qui ne sont pas liées à la combustion d'énergie fossiles) sont estimées à près de 50% des émissions des activités économiques, l'agriculture ayant un poids considérable sur cet aspect.

Les leviers d'actions du secteur agricole sont importants, avec des impacts sur les émissions de GES, mais également sur la qualité de l'air et la séquestration carbone du territoire.

Les espaces agricoles occupent la majorité du territoire, largement dominés par la viticulture. Ces espaces subissent les effets du changement climatiques et ses répercussions sur les activités (disponibilité de la ressource en eau, dates des vendanges, …), ainsi que l'influence du phénomène de périurbanisation de la métropole bordelaise.

Cependant, la préservation des espaces agricoles, aux côtés des zones naturelles et des milieux forestiers, et leur gestion durable sont des enjeux importants dans le cadre du PCAET, puisqu'ils constituent un réservoir naturel de carbone.

A travers cette action « Accompagner le développement d'une agriculture durable, de proximité et diversifiée », l'intercommunalité et ses partenaires visent à favoriser des zones de maraîchage et à soutenir les exploitants agricoles/viticoles dans l'évolution des pratiques culturales. En ce sens, les syndicats viticoles du territoire proposent des actions de sensibilisation, de formation et d'accompagnement. A titre d'exemple, nous pouvons citer les CUMA (Coopérative d'utilisation de matériel agricole) permettant la mise à disposition de matériel acheté en commun ou encore l'accompagnement à la mise en place de démarches de labellisation et de qualité environnementale (SME, HVE3).

Effets sur :

☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☐	ENR
☒	Qualité de l'air
☒	Adaptation
☒	Séquestration

Objectifs visés : Satisfaire les besoins alimentaires locaux par une agriculture diversifiée et qualitative

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Identifier dans les documents d'urbanisme des zones de développement de maraîchage	2020-2024
Organiser des actions d'information et de formation aux pratiques agricoles durables	2020-2026
Recenser les porteurs de projets existants et potentiels	2020-2026
Accompagner la conversion et l'installation d'exploitants en agriculture durable	2020-2026
Accompagner les CUMA viticoles pour mutualiser les achats	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :

Maître d'ouvrage : CCB/Chambre d'Agriculture/Syndicats Viticoles Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : Communes, SGBV Moron, CIBV, CC Estuaire, Département Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Action d'information/sensibilisation	500 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Surface agricole en maraichage identifiée dans les documents d'urbanisme Surface agricole en maraichage exploitée Nombre d'actions de sensibilisation/formation organisées Nombre de personnes sensibilisées/formées à l'agriculture durable Surface agricole/viticole convertie en agriculture durable Nombre d'achats mutualisés via les CUMA
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Préservation de la ressource en eau Sensibilisation sur la protection des espaces naturels Amélioration de la qualité de l'air
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	614	531 163	240	23 683	

<u>Hypothèses prises</u> :

- *Gain énergétique sectoriel de 2%*
- *Gain environnemental sectoriel de 8%*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°10 : Valoriser les productions agricoles en local

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

L'économie, au sens des secteurs agriculture, tertiaire, déchets et industrie, est le 3ème consommateur d'énergie (12%) et émetteur de GES (16%). Même si les consommations et les émissions sont de bien moindre volume que celles des transports ou de l'habitat, les énergies fossiles représentent une part importante de l'énergie consommée par les activités économiques ; et les émissions de GES d'origine non énergétiques (celles qui ne sont pas liées à la combustion d'énergie fossiles) sont estimées à près de 50% des émissions des activités économiques, l'agriculture ayant un poids considérable sur cet aspect.

Les leviers d'actions du secteur agricole sont importants, avec des impacts sur les émissions de GES, mais également sur la qualité de l'air et la séquestration carbone du territoire.

En réponse à l'action n°9 sur le développement d'une agriculture de proximité, diversifiée et durable, la CC de Blaye souhaite inciter les habitants et faciliter ses communes membres pour un approvisionnement alimentaire local.

Dans un premier temps, il s'agit d'améliorer l'identification des produits locaux, dans la lignée du travail engagé par l'ancien Pays de la Haute Gironde avec le guide des producteurs locaux (édité en 2013, actualisé en 2017) et une campagne de communication internet.

Ensuite, le développement de canaux de distribution (dont le format reste à déterminer – drive fermier, magasin de producteurs, …) permettra à la population de se fournir en produits agricoles locaux.

Enfin, la restauration collective est également ciblée, ce qui permet d'apporter une réponse locale à l'une des mesures de la loi EGALIM des produits de qualité dans les assiettes des restaurants collectifs se traduisant par au 1er janvier 2022, par au moins 50% de produits de qualité et durables dont au moins 20% de produits biologiques

Effets sur :

- ☒ Maîtrise de l'énergie
- ☒ GES
- ☐ ENR
- ☒ Qualité de l'air
- ☒ Adaptation
- ☒ Séquestration

Objectifs visés : Satisfaire les besoins alimentaires locaux par une agriculture diversifiée et qualitative

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Améliorer l'identification des produits locaux	2020-2022
Encourager la distribution des produits agricoles locaux en circuits courts	2020-2026
Augmenter la part des produits agricoles locaux dans la restauration collective	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye/Communes Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : Chambre d'agriculture, Département, Région Partenaires financiers : LEADER

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :

Création d'une marque spécifique	1 000 € (F)	A préciser LEADER - Plafond d'aide 12 000 €
Introduction de 20% de bio pour un repas en restauration scolaire	1,80 € (F)	A préciser LEADER - Plafond d'aide 12 000 €

SUIVI – EVALUATION :	
Indicateurs de suivi :	Nombre de produits alimentaires locaux identifiés Nombre de points de vente des produits alimentaires locaux créés Part de l'alimentation locale dans la restauration collective Part de l'alimentation bio dans la restauration collective
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Sensibilisation sur la protection des espaces naturels Réduction du gaspillage alimentaire Diminution de la pollution atmosphérique
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives
Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°11 : Inciter les entreprises à réduire leurs impacts environnementaux

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

L'économie, au sens des secteurs agriculture, tertiaire, déchets et industrie, est le 3ème consommateur d'énergie (12%) et émetteur de GES (16%). Même si les consommations et les émissions sont de bien moindre volume que celles des transports ou de l'habitat, les énergies fossiles représentent une part importante de l'énergie consommée par les activités économiques ; et les émissions de GES d'origine non énergétiques (celles qui ne sont pas liées à la combustion d'énergie fossiles) sont estimées à près de 50% des émissions des activités économiques.

Les leviers d'actions y sont alors tout aussi importants, avec des impacts sur les consommations d'énergie et les émissions de GES, mais également sur la qualité de l'air.

En complément de l'action n°18 sur l'amélioration des performances énergétiques et environnementales des bâtiments des entreprises, cette action « Inciter les entreprises à réduire leurs impacts environnementaux » vise particulièrement les activités et les process.

L'information et la mise en réseau des acteurs viseront à valoriser les démarches exemplaires, dans un objectif de diffusion et reproduction des bonnes pratiques.

D'autre part, les collectivités pourront s'appuyer sur les documents d'urbanisme pour encourager l'installation d'entreprises engagées dans la croissance verte.

Effets sur :

- ☒ Maîtrise de l'énergie
- ☒ GES
- ☐ ENR
- ☒ Qualité de l'air
- ☐ Adaptation
- ☐ Séquestration

Objectifs visés : Inciter les entreprises à s'engager dans la transition du territoire

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Organiser des temps d'information et de sensibilisation	2020-2026
Faciliter la mise en réseau des entreprises	2022-2026
Favoriser l'implantation d'entreprises écoresponsables à travers les documents d'urbanisme et les règlements des ZA	2022-2024

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye / CCI / CMA Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : Communes, club d'entreprises, Nouvel'R, Département, Région Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Action d'information et de sensibilisation	1 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'actions de sensibilisation organisées Nombre d'entreprises sensibilisées aux impacts environnementaux de leurs activités Nombre d'entreprises accompagnées dans leurs projets Nombre d'entreprises écoresponsables implantées sur le territoire
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Sensibilisation sur la ressource en eau

	Sensibilisation sur la protection des espaces naturels Sensibilisation sur la gestion et la valorisation des déchets Sensibilisation sur la qualité de l'air
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	296	531 163	1 440	23 683	

Hypothèses prises :

- *Gain énergétique sectoriel (industrie et tertiaire) de 3%*
- *Gain environnemental sectoriel (industrie et tertiaire) de 4%*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°12 : Promouvoir une offre touristique durable

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

L'économie, au sens des secteurs agriculture, tertiaire, déchets et industrie, est le 3ème consommateur d'énergie (12%) et émetteur de GES (16%). Même si les consommations et les émissions sont de bien moindre volume que celles des transports ou de l'habitat, les énergies fossiles représentent une part importante de l'énergie consommée par les activités économiques ; et les émissions de GES d'origine non énergétiques (celles qui ne sont pas liées à la combustion d'énergie fossiles) sont estimées à près de 50% des émissions des activités économiques.

Les leviers d'actions y sont alors tout aussi importants, avec des impacts sur les consommations d'énergie et les émissions de GES, mais également sur la qualité de l'air.

En partenariat avec les autres Communauté de Communes de Haute Gironde, la CCB a créé une marque commune « Blaye-Bourg Terres d'Estuaire (BBET) afin d'accroitre sa notoriété touristique sur le plan national/international.

La Haute Gironde, et le territoire de la CCB particulièrement, dispose d'un patrimoine riche et diversifié. Les atouts naturels, comme l'estuaire de la Gironde, les îles de Patiras et Nouvelle, ou encore les nombreux vignobles s'ajoutent à la richesse du patrimoine bâti et culturel, avec notamment la citadelle de Blaye.

Avec cette action « Promouvoir une offre touristique durable », la CC de Blaye, par l'intermédiaire de son Office de Tourisme, souhaite organiser la promotion du territoire comme une destination touristique durable, en jouant à la fois sur le volet de l'offre touristique, avec les labellisations vertes par exemple, mais également sur le volet mobilité.

Effets sur :

☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☐	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☐	Séquestration

Objectifs visés : Développer une offre touristique responsable

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Organiser des temps d'information et de sensibilisation	2020-2026
Accompagner les acteurs dans les labellisation "verte"	2020-2026
Promouvoir le territoire comme destination touristique nature	2020-2026
Renforcer les liens entre tourisme et mobilité	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : Office de tourisme de Blaye Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : CDC de Blaye, Communes, Gironde Tourisme, Département, autres CDC de la rive droite de l'Estuaire Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Action d'information et de sensibilisation	1 000 € (F)	
Campagne de communication « tourisme nature »	10 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'actions de sensibilisation organisées Nombre d'hébergeurs sensibilisées au tourisme durable Nombre d'hébergeurs ayant une labellisation "verte" Nombre de parcours cyclables/piétons
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Sensibilisation sur la qualité de l'air
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°13 : Favoriser le développement de l'économie circulaire

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

L'économie, au sens des secteurs agriculture, tertiaire, déchets et industrie, est le 3ème consommateur d'énergie (12%) et émetteur de GES (16%). Même si les consommations et les émissions sont de bien moindre volume que celles des transports ou de l'habitat, les énergies fossiles représentent une part importante de l'énergie consommée par les activités économiques ; et les émissions de GES d'origine non énergétiques (celles qui ne sont pas liées à la combustion d'énergie fossiles) sont estimées à près de 50% des émissions des activités économiques.

Les leviers d'actions y sont alors tout aussi importants, avec des impacts sur les consommations d'énergie et les émissions de GES, mais également sur la qualité de l'air.

Le 6 avril dernier a été officiellement lancée l'association Nouvel'R, association de développement territorial par l'économie circulaire.

Son objectif est de créer des emplois locaux et de préserver les ressources, en suscitant de nouvelles activités par l'utilisation du déchet comme support de développement. Elle accompagne les porteurs de projets dans l'économie circulaire sur le territoire du Nord-Est de la Gironde (Libournais, Saint-Emilionnais, Haute Gironde), avec :

- La création d'activités autour de process techniques utilisant les déchets comme matières premières
- L'accueil d'entreprises dans le HOTSPOT (laboratoire d'immersion dans l'économie circulaire) pour développer et faire émerger les dispositifs de recyclage
- La fédération d'acteurs : entreprises, collectivités, acteurs de l'économie sociale et solidaire, enseignement, …

Avec cette action « Promouvoir l'économie circulaire », il s'agit de soutenir la démarche engagée par le SMICVAL, les entreprises et les associations du territoire sur la réparation, le recyclage et la réutilisation des déchets, dans l'objectif d'optimiser l'utilisation des ressources naturelles et de limiter les déchets générés. Cela s'articule autour des outils suivants :

- L'association Nouvel'R vise à créer les conditions d'attractivité et d'implantation sur notre territoire, de porteurs de projets en lien avec l'économie circulaire (mieux produire, mieux consommer, mieux valoriser les déchets).
- Les Repair Coffee, des évènements conviviaux pour réparer ensemble ou faire réparer des objets du quotidien qui seraient sinon destinés à être jetés.
- La recyclerie, un lieu où les objets (petit électroménager, mobilier, …) sont réparés et remis en état avant d'être revendus à petit prix.
- Le SMICVAL Market, ou supermarché inversé : les habitants viennent mettre en rayon les objets/matériaux dont ils souhaitent se débarrasser. Ils peuvent par ailleurs prendre les objets/matériaux déposés par d'autres personnes et ce, gratuitement, sans aucune contrepartie.

Effets sur :

☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☐	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☐	Séquestration

Objectifs visés :	Augmenter le réemploi et le recyclage des déchets

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	**Calendrier :**
Organiser des actions d'information et de sensibilisation du grand public et des acteurs économiques	2020-2026
Participer à la promotion et au développement de l'association Nouvel'R	2020-2026
Participer à la mise en réseau des acteurs	2020-2026
Soutenir la création d'un SMICVAL Market	2022-2024
Soutenir la création d'une recyclerie	2022-2024

Porteur de l'action :	**Partenaires :**
Maître d'ouvrage : SMICVAL/NOUVEL'R/CCB Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : Communes, club d'entreprises, ADEME, GRDF Partenaires financiers : LEADER

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	**Coûts prévisionnels (HT) :**	**Financements potentiels :**
Action d'information et de sensibilisation	1 000 € (F)	
Implantation d'un SMICVAL Market		A préciser LEADER - Plafond d'aide 30 000 €
Création d'une recyclerie locale		A préciser LEADER - Plafond d'aide 30 000 €

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'actions de sensibilisation organisées Nombre de personnes sensibilisées à l'économie circulaire Nombre d'entreprises adhérentes à l'association Nouvel'R Ratio tonnage de déchets sortants / entrants du SMICVAL Market Nombre d'usagers du SMICVAL Market Nombre d'usagers de la recyclerie
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Amélioration de la gestion et la valorisation des déchets
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives
Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°14 : Tendre vers un territoire zéro déchet

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

L'économie, au sens des secteurs agriculture, tertiaire, déchets et industrie, est le 3ème consommateur d'énergie (12%) et émetteur de GES (16%). Même si les consommations et les émissions sont de bien moindre volume que celles des transports ou de l'habitat, les énergies fossiles représentent une part importante de l'énergie consommée par les activités économiques ; et les émissions de GES d'origine non énergétiques (celles qui ne sont pas liées à la combustion d'énergie fossiles) sont estimées à près de 50% des émissions des activités économiques.

Les leviers d'actions y sont alors tout aussi importants, avec des impacts sur les consommations d'énergie et les émissions de GES, mais également sur la qualité de l'air.

Le Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de Valorisation des Déchets du Libournais Haute Gironde (SMICVAL), assure la collecte et le traitement des ordures ménagères sur toutes les communes de la CCB.

Les ordures ménagères collectées (déchets produits par les ménages – hors tri sélectif) s'élèvent à 221 kg/habitant en 2018 (périmètre SMICVAL), ce qui est en dessous de la moyenne nationale (270 kg/hab.

Aujourd'hui, Le SMICVAL se développe autour d'un projet stratégique 2020-2030. Son objectif est de s'orienter vers un territoire zéro déchet, zéro gaspillage. Les élus ont une volonté de développer le territoire au-delà de la gestion des déchets. Le recyclage n'est plus la priorité, le fondement de la stratégie devient la sobriété en réduisant la production de déchets à la source.

Avec cette action « Soutenir la politique "zéro déchet" du SMICVAL », il s'agit de soutenir et de faciliter la mise en œuvre de la démarche engagée par le SMICVAL sur la réduction du volume de déchets, l'amélioration du tri des déchets et leur valorisation. Cela s'articule autour des axes suivants :

- La sensibilisation du grand public et des scolaires autour d'évènementiels,
- L'apport de services complémentaires (bac biodéchets, guide du tri, points d'apport volontaire innovants, …),
- Le développement du compostage individuel et collectif, avec des guide-composteurs comme relais locaux d'information,
- Le développement du broyage de proximité des déchets verts,
- La tarification incitative, appliquant le principe du pollueur-payeur aux usagers.
- Le développement de la démarche comportementale, visant à prendre en compte l'ensemble des leviers du changement (de l'échelle individuelle au collectif, du rationnel à l'émotionnel…).

Effets sur :

- ☐ Maîtrise de l'énergie
- ☒ GES
- ☐ ENR
- ☒ Qualité de l'air
- ☐ Adaptation
- ☐ Séquestration

Objectifs visés :

Réduire le volume de déchets, notamment des ordures ménagères résiduelles
Augmenter les performances de tri des déchets

ORGANISATION OPERATIONNELLE :	
Etapes de mise en œuvre :	**Calendrier :**
Soutenir activement la politique "zéro waste" du SMICVAL	2020-2026
Encourager le développement de partenariats entre les associations locales et le SMICVAL sur la thématique de la conduite du changement	2020-2026
Engager une réflexion communautaire sur une politique tarifaire incitative	2020-2026
Développer des systèmes de broyage de proximité des déchets verts	2020-2026
Développer le compostage individuel et collectif	2020-2026
Engager des discussions avec le SMICVAL à propos des déchets collectés par des acteurs (communes, SGBV Moron) qui n'en sont pas les producteurs	2020-2022

Porteur de l'action :	**Partenaires :**
Maître d'ouvrage : SMICVAL/CCB Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : Communes, Nouvel'R, ADEME, SGBV Moron Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :		
Détails :	**Coûts prévisionnels (HT) :**	**Financements potentiels :**
Communication	1 000 € (F)	
Broyage-évacuation des déchets verts (pour 1 tonne)	30 € (I/F)	
Composteur individuel / collectif	50 € / 300 €	

SUIVI – EVALUATION :	
Indicateurs de suivi :	Nombre d'actions d'information/sensibilisation soutenues Nombre d'associations locales en partenariat avec le SMICVAL Tonnage de déchets OMR collectés Tonnage de déchets "emballages" collectés Montant du coût de la collecte des déchets Tonnage de déchets compostés Tonnage de déchets verts broyés
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Amélioration de la réduction et de la valorisation des déchets
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	92	531 163		23 683	

<u>Hypothèses prises</u> :

- ***Réduction du volume de déchets (OMR) de 30%***

Incidences environnementales positives
Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°15 : Accompagner les professionnels du bâtiment pour développer des offres globales et performantes

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Le bâtiment (secteurs habitat et tertiaire) est le 1er consommateur d'énergie (49%) et le 2nd émetteur de GES (29%) du territoire de la CC de Blaye. Le poids de l'habitat y est prépondérant, ce dernier étant caractérisé par une typologie de logements individuels, grands et anciens, mais également par une dépendance à l'électricité (38%) et aux énergies fossiles (29%), dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.

La marge de manœuvre sur les secteurs de l'habitat et du tertiaire est importante, et passe par la rénovation énergétique globale et performante. L'impact sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES est alors conséquent.

A travers cette action « Accompagner les professionnels du bâtiment pour développer des offres globales et performantes », la collectivité vise à soutenir les artisans de son territoire à une montée en compétences sur les questions de la rénovation énergétique et de l'intégration des énergies renouvelables, en partenariat avec les chambres consulaires concernées et les syndicats de professionnel (CAPEB). Si l'étape préliminaire est l'organisation d'évènement d'information des acteurs du territoire (artisans, mais également élus, citoyens, …) sur les matériaux et techniques nouvelles, la finalité est d'avoir avec une vision d'ensemble du bâtiment dans les projets de rénovation, de manière à gagner en efficacité d'un point de vue énergétique et financier.

Effets sur :	
☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☒	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☒	Séquestration

Objectifs visés : Proposer des offres de rénovation énergétique des bâtiments globales et performantes

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Organiser des évènements d'information et de sensibilisation du grand public, des élus et des professionnels du bâtiment sur les matériaux biosourcés et les nouvelles techniques	2020-2026
Encourager les artisans à la labellisation	2020-2024

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : ADEME, ALEC, CAUE, GRDF, ICARE, OPAH, EDF, CAPEB Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Evènement d'information/sensibilisation	2 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'évènements d'information organisées Nombre d'artisans spécialisés en éco-matériaux / matériaux biosourcés
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Amélioration de la qualité de l'air
Mesures correctives :	Prendre en considération la globalité du bâtiment pour un projet de rénovation

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

AXE 3 : Réduire la dépendance énergétique du bâti

Promouvoir l'écoconstruction et le développement des ENR auprès des professionnels du bâtiment

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°16 : Soutenir et renforcer les dispositifs d'accompagnement à destination de l'habitat privé

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Le bâtiment (secteurs habitat et tertiaire) est le 1er consommateur d'énergie (49%) et le 2nd émetteur de GES (29%) du territoire de la CC de Blaye. Le poids de l'habitat y est prépondérant, ce dernier étant caractérisé par une typologie de logements individuels, grands et anciens, mais également par une dépendance à l'électricité (38%) et aux énergies fossiles (29%), dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.

La marge de manœuvre sur les secteurs de l'habitat et du tertiaire est importante, et passe par la rénovation énergétique globale et performante. L'impact sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES est alors conséquent.

Des actions sont déjà menées sur le territoire de la Haute-Gironde, à travers des dispositifs d'accompagnement à la rénovation énergétique de l'habitat : espace info énergie, OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat), PTREH (plateforme de rénovation énergétique de l'habitat) dénommée ICARE, protocole de lutte contre le mal-logement SLIME en lien avec le département de la Gironde, …

Depuis le 1er Janvier 2020, le dispositif de l'OPAH a été repris par la CC Latitude Nord Gironde pour le compte des autres CDC de la Haute Gironde et il en est de même pour la plateforme ICARE repris par la CC du Grand Cubzaguais. Ces dispositifs d'accompagnement sont essentiels à l'atteinte des objectifs de réduction de la consommation d'énergie du secteur résidentiel. Des actions de communications efficaces et percutantes doivent y être associées.

Pour assurer une meilleure visibilité et compréhension des dispositifs d'accompagnement par les porteurs de projets, la CC de Blaye facilitera les mises en relation avec ces dispositifs.

Effets sur :	
☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☒	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☒	Séquestration

Objectifs visés : Massifier la rénovation énergétique de l'habitat privé

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Définir d'un outil de mise en relation	2020-2022
Communiquer sur les différents dispositifs d'accompagnement habitat	2020-2026
Inciter les particuliers au remplacement des appareils de chauffage vétustes par des équipements performants et/ou bois-énergie	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CDC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, acteurs de l'énergie, GRDF, OPAH, ICARE, EDF Partenaires financiers : ANAH, ADEME, Département, Région, ARTEE

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :

Animation des outils d'accompagnement (1 ETP/an)	50 000 € (F)	A préciser selon conventions ANAH, Région, ADEME
Communication	2 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :	
Indicateurs de suivi :	Nombre d'actions de communication mises en place Nombre de projets de rénovation accompagnés Nombre de projets de rénovation aboutis Nombre de projets de rénovation avec remplacement des systèmes de chauffage vétustes Nombre de dossiers OPAH visant la performance énergétique
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Amélioration de la qualité de l'air Point de vigilance sur la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles
Mesures correctives :	Prendre en considération la globalité du bâtiment pour un projet de rénovation Veiller à la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	1 961	531 163	10 032	23 683	

<u>Hypothèses prises</u> :

- ***Rénovation énergétique de 10% du parc de résidences principales propriétaires occupants à un niveau BBC (100 logements rénovés par an)***

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°17 : Inciter les bailleurs privés/sociaux et les promoteurs à la performance énergétique et environnementale des logements

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Le bâtiment (secteurs habitat et tertiaire) est le 1er consommateur d'énergie (49%) et le 2nd émetteur de GES (29%) du territoire de la CC de Blaye. Le poids de l'habitat y est prépondérant, ce dernier étant caractérisé par une typologie de logements individuels, grands et anciens, mais également par une dépendance à l'électricité (38%) et aux énergies fossiles (29%), dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.

La marge de manœuvre sur les secteurs de l'habitat et du tertiaire est importante, et passe par la rénovation énergétique globale et performante. L'impact sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES est alors conséquent.

Le territoire de la CC de Blaye comprend une part de vacance des logements relativement importante (environ 12%), notamment dans les communes où le parc est le plus ancien.

D'autre part, un nombre significatif de logements en location nécessitent travaux de rénovation énergétique.

Enfin, les habitants sont touchés par une certaine précarité (le revenu disponible médian est inférieur à la moyenne départementale) : le développement d'un parc locatif, notamment social, présente un enjeu pour le territoire.

A travers cette action « Inciter les bailleurs privés/sociaux et les promoteurs à la performance énergétique et environnementale des logements », la CCB souhaite encourager la rénovation/réhabilitation de ces bâtiments.

La CCB a déjà mis en place des outils afin d'atteindre cet objectif (dispositif « permis de louer », convention EPF-NA)

Pour gagner en efficacité, les relations entre les professionnels de l'habitat, du social et de la santé devront également être renforcées, en lien avec le protocole social sur le mal-logement et le contrat local de santé.

Effets sur :

☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☒	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☒	Séquestration

Objectifs visés :

Réduire le nombre de logements vacants
Lutter contre l'habitat indigne / Améliorer le confort du parc de logements locatif

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Encourager la rénovation / réhabilitation de logements sociaux publics et privés dans les centres bourgs	2020-2026
Renforcer les liens entre les acteurs de l'habitat, du social et de la santé	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, ANAH, ARS, Département, ALEC, GRDF Partenaires financiers : EPL, ADEME, Département

BUDGET PREVISIONNEL :		
Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :

SUIVI – EVALUATION :	
Indicateurs de suivi :	Nombre de logements vacants identifiés Nombre de logements sociaux publics et privés réhabilités Nombre de logements ayant bénéficié du dispositif "Permis de louer" Nombre de réunions habitat/social/santé réalisées
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Amélioration de la qualité de l'air Point de vigilance sur la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles
Mesures correctives :	Prendre en considération la globalité du bâtiment pour un projet de rénovation Veiller à la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	980	531 163	5 016	23 683	

<u>Hypothèses prises</u> :

- *Rénovation de 10% du parc de résidences principales propriétaires bailleurs à un niveau BBC (50 logements rénovés par an)*

Incidences environnementales positives
Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°18 : Encourager le secteur industriel, tertiaire et touristique à améliorer ses performances énergétiques et environnementales

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Le bâtiment (secteurs habitat et tertiaire principalement) est le 1er consommateur d'énergie (49%) et le 2nd émetteur de GES (29%) du territoire de la CC de Blaye. Le poids du tertiaire y est moindre que l'habitat, néanmoins il est également marqué par une dépendance à l'électricité (45%) et aux énergies fossiles (48%), dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.

La marge de manœuvre pour réduire les consommations d'énergie des bâtiments (chauffage principalement) est importante, et passe par la rénovation énergétique globale et performante. L'impact sur la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES est alors conséquent.

Pour encourager les acteurs économiques (secteurs tertiaire et industrie) à la rénovation énergétique de leurs bâtiments (ciblé principalement sur le chauffage de bureaux / hébergements touristiques, et non sur les process), la CC de Blaye souhaite développer un partenariat avec la CCI et la CMA pour :

- Informer et sensibiliser les entreprises
- Soutenir les entreprises dans la réalisation de diagnostic énergie (consommation et énergie renouvelable) des bâtiments
- Faciliter la mise en œuvre des préconisations de travaux

Le Club d'entreprises, les associations de commerçants ou encore l'office de tourisme de Blaye constituent des vecteurs de communication important sur lesquelles il faudra s'appuyer.

Effets sur :

☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☒	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☒	Séquestration

Objectifs visés : Inciter la rénovation énergétique des bâtiments tertiaires et industriels

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Informer, sensibiliser et mobiliser les acteurs économiques	2020-2026
Accompagner les entreprises et les artisans dans la réalisation de diagnostics et la mise en œuvre des préconisations	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CCI, CMA Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : CC Blaye, Communes, club d'entreprises, ALEC Partenaires financiers : CCI, CMA

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Evènement d'information / sensibilisation	1 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'actions de sensibilisation organisées Nombre d'entreprises sensibilisées Nombre d'entreprises accompagnées dans leur projet de rénovation
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Amélioration de la qualité de l'air Point de vigilance sur la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles

Mesures correctives :	Prendre en considération la globalité du bâtiment pour un projet de rénovation Veiller à la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	869	531 163	4 680	23 683	

Hypothèses prises :

- *Rénovation de 16% du parc d'établissements à un niveau Effinergie (40 établissements rénovés par an)*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°19 : Inciter à adopter des comportements économes en énergie

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Le bâtiment (secteurs habitat et tertiaire) est le 1er consommateur d'énergie (49%) et le 2nd émetteur de GES (29%) du territoire de la CC de Blaye. Le poids de l'habitat y est prépondérant, ce dernier étant caractérisé par une typologie de logements individuels, grands et anciens, mais également par une dépendance à l'électricité (38%) et aux énergies fossiles (29%), dont la combustion est génératrice d'émissions de GES et de polluants atmosphériques.

La marge de manœuvre pour réduire les consommations d'énergie est importante, et passe notamment par le changement des comportements.

Le changement des comportements, et l'adoption de gestes économes en énergie par le plus grand nombre, sur son lieu de vie et son lieu de travail (*le volet bâtiment est seulement considéré ici*), peut induire un impact sur la consommation d'énergie conséquent. Ces écogestes ont pour objectif d'être simples et ne nécessitant pas ou peu d'investissement. Ils s'apparentant davantage à des réflexes quotidiens, sans nuire au confort : réduire la température de chauffage, éteindre les lumières, équiper les radiateurs de robinets thermostatiques, éteindre les appareils en veille, …

Effets sur :

- ☒ Maîtrise de l'énergie
- ☒ GES
- ☐ ENR
- ☒ Qualité de l'air
- ☐ Adaptation
- ☐ Séquestration

Objectifs visés : Adopter des comportements responsables sur son lieu de vie et son lieu de travail (volet bâtiment)

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Organiser des temps d'information et de sensibilisation sur les écogestes	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, club d'entreprises, CMA, CCI, associations locales, ALEC, ICARE, OPAH Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Evènement d'information / sensibilisation	1 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'actions de sensibilisation organisées Nombre de personnes sensibilisées aux écogestes
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Sensibilisation sur la qualité de l'air
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	2 411	531 163	12 380	23 683	

Hypothèses prises :

- *Gain énergétique de 5% sur le secteur de l'habitat*
- *Gain énergétique de 3% sur le secteur tertiaire*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°20 : Faire évoluer les documents d'urbanisme pour intégrer les enjeux climat-énergie

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Le territoire du Blayais, comme tous les territoires, présente des vulnérabilités aux changements climatiques. En effet, les activités humaines, notamment celles émettrices de GES et consommatrices d'espace, ont des effets négatifs sur l'environnement dans lequel elles interviennent. Les principaux impacts portent sur la ressource en eau, les milieux naturels et la population.

Les documents d'urbanisme sont des leviers d'actions puissants pour intégrer les enjeux transversaux climat-air-énergie dans l'aménagement de l'espace et le bâtiment. Il est alors primordial d'apporter aux élus un accompagnement qualitatif dans les domaines de l'urbanisme et de l'aménagement, en lien avec les thématiques de la consommation d'espaces, de développement maîtrisé de l'urbanisation, de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers ...

La Communauté de Communes de Blaye est compétente en matière de PLUI depuis début 2020. Avec cette prise de compétence, l'intégration des enjeux Climat Air Energie lors de l'élaboration du PLUI sera facilitée étant donné que la CCB portera les 2 démarches. Il est rappelé que le PLUI devra être compatible avec le PCAET (ordonnance sur la hiérarchie des normes du 17 Juin 2020) et avec le SCOT. Ces derniers devant être eux-mêmes compatibles avec les règles générales du SRADDET et « prendre en compte » ces objectifs.

Sur plusieurs enjeux, le SCOT fixe un cadre ambitieux :

- Préserver et remettre en état les continuités écologiques
- Mener une politique de gestion intégrée des espaces à enjeux écologiques comme les zones de marais
- Réduire de moitié la consommation foncière
- Optimiser l'usage du foncier par un changement des pratiques et de la conception de l'aménagement et de l'urbanisme
- Limiter l'étalement Urbain
- Préserver les paysages et les milieux naturels et amplifier leurs services rendus
- Assurer le développement des énergies renouvelables

Sur les thématiques Climat Air Energie, urbanisme et préservation des milieux, le SCOT étant déjà prescriptif, il est le cadre de référence pour le PCAET

Effets sur :

- ☒ Maîtrise de l'énergie
- ☒ GES
- ☒ ENR
- ☒ Qualité de l'air
- ☒ Adaptation
- ☒ Séquestration

Objectifs visés : Prendre en considération les enjeux énergie-climat dans les outils d'urbanisme et d'aménagement

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Mettre en compatibilité les documents d'urbanisme avec le SCOT	2020-2026
Réintégrer la nature dans les centres bourgs	2020-2026

Encourager les promoteurs immobiliers à la qualité énergétique environnementale des logements	2020-2026
Porteur de l'action :	**Partenaires :**
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, CAUE, ALEC, SDEEG, promoteurs immobiliers Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :		
Détails :	**Coûts prévisionnels (HT) :**	**Financements potentiels :**
Plantation d'un arbre	100 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :	
Indicateurs de suivi :	Surfaces protégées de l'artificialisation des sols Evolution des surfaces construites Ratio surface construite/surface artificialisée par des nouvelles constructions
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Préservation de la ressource en eau Limitation de l'artificialisation des sols Préservation des milieux naturels Anticipation et adaptation aux risques naturels Amélioration de la qualité de l'air
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives
Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°21 : Assurer une gestion durable des espaces naturels

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Le territoire du Blayais, comme tous les territoires, présente des vulnérabilités aux changements climatiques. En effet, les activités humaines, notamment celles consommatrices d'énergie et émettrices de GES, ont des effets négatifs sur l'environnement dans lequel elles interviennent. Les principaux impacts portent sur la ressource en eau, les milieux naturels et la population.

L'enjeu est alors d'anticiper ces changements climatiques et d'adapter le territoire en conséquence, au travers :
- *D'un aménagement et d'une planification urbaine en cohérence avec les enjeux climatiques*
- *Du développement des capacités de séquestration du carbone, par la préservation des espaces naturels et l'utilisation des produits issus du bois*
- *De la protection de la population face aux risques naturels, technologiques et sanitaires*
- *De la préservation de la ressource en eau, tant en quantité qu'en qualité*
- *De développement d'une agriculture durable*

Le territoire présente un patrimoine naturel diversifié. Celui-ci subit cependant de multiples pressions : développement de l'urbanisation, pollutions d'origine agricole ou urbaine, fréquentation estivale, développement des sports de pleine-nature, …

Les espaces naturels et la biodiversité du territoire sont également fragilisés par les effets du changement climatique. Les milieux humides sont les milieux les plus vulnérables avec plusieurs types de conséquences probables : réduction des niveaux d'eau, augmentation des risques d'eutrophisation (dégradation générale de la qualité écologique des milieux).

Plusieurs espaces naturels bénéficient en ce sens de dispositifs de protection spécifiques et sont reconnus pour leur intérêt faunistique, floristique ou écologique tant au niveau national qu'européen (par ex. les ZNIEFF, les ZSC du réseau Natura 2000,etc…)

Avec cette action « Assurer une gestion durable des espaces naturels », l'intercommunalité souhaite s'appuyer sur l'expertise des structures de gestion des bassins versants dans l'objectif de protéger les espaces naturels et la biodiversité locale. L'amélioration et la consolidation des connaissances sur les milieux naturels, mais également la préservation et la restauration des continuités écologiques concourent grandement à une gestion pérenne de ces espaces.

Effets sur :

- ☐ Maîtrise de l'énergie
- ☐ GES
- ☐ ENR
- ☐ Qualité de l'air
- ☒ Adaptation
- ☒ Séquestration

Objectifs visés : Protéger les espaces naturels sensibles

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Encourager la plantation, l'entretien et l'exploitation des haies	2020-2026

AXE 4 : Adapter le territoire au changement climatique

Maintenir et développer la séquestration carbone

Sensibiliser les habitants à la préservation du patrimoine naturel	2020-2026
Améliorer la connaissance de la biodiversité	2020-2024
Mettre en place des projets de restauration des continuités écologiques	2020-2026
Mener politique foncière sur les zones humides	2020-2026

Porteur de l'action :	**Partenaires :**
Maître d'ouvrage : SGBV Moron / CC de Blaye Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : Communes, Département, association Arbres et Paysages, fédération de chasse, agence de l'eau Adour-Garonne Partenaires financiers : Agence de l'eau Adour-Garonne, AFB

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	**Coûts prévisionnels (HT) :**	**Financements potentiels :**
Action de sensibilisation	1 000 € (F)	
Restauration des continuités écologiques		A préciser Agence de l'eau – 0 à 50%
Inventaire de la biodiversité (1 ETP)	50 000 € (F)	A préciser AFB (selon reconduite AAP)
Plantation de haies (mètre linéaire)	180 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre de km linéaire de haies plantées, entretiens et exploitées Nombre de personnes sensibilisées Nombre d'espèces animales et végétales répertoriées dans les inventaires de la biodiversité Nombre de continuités écologiques restaurées Part d'écosystèmes remarquable dans un état de conservation favorable Nombre d'hectare acquis dans le cadre de la politique foncière
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Sensibilisation sur la ressource en eau Préservation de la biodiversité et des espaces naturels Sensibilisation aux risques naturels et sanitaires Sensibilisation sur la qualité de l'air
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°22 : Encourager l'utilisation des produits issus du bois

DESCRIPTION DE L'ACTION :

		Effets sur :	
Eléments de contexte et description :	*Le territoire du Blayais, comme tous les territoires, présente des vulnérabilités aux changements climatiques. En effet, les activités humaines, notamment celles consommatrices d'énergie et émettrices de GES, ont des effets négatifs sur l'environnement dans lequel elles interviennent. Les principaux impacts portent sur la ressource en eau, les milieux naturels et la population.* *L'enjeu est alors d'anticiper ces changements climatiques et d'adapter le territoire en conséquence, au travers :* *- D'un aménagement et d'une planification urbaine en cohérence avec les enjeux climatiques* *- Du développement des capacités de séquestration du carbone, par la préservation des espaces naturels et l'utilisation des produits issus du bois* *- De la protection de la population face aux risques naturels, technologiques et sanitaires* *- De la préservation de la ressource en eau, tant en quantité qu'en qualité* *- De développement d'une agriculture durable* Développer la séquestration carbone passe par la préservation des espaces naturels, notamment forestier, mais également par l'utilisation de matériaux biosourcés. Ce sont des matériaux issus du vivant, d'origine végétale (par ex. bois, paille) ou animale (par ex. laine de mouton). L'utilisation de matériaux biosourcés concourt significativement au stockage du carbone. L'enjeu de cette action, « Encourager l'utilisation des produits issus du bois », est alors double : les performances énergétiques et environnementales des bâtiments et les capacités du territoire à compenser ces émissions de GES. Enfin, bien qu'interdit, les feux de déchets verts sont courants sur le territoire participant à dégradation de la qualité de l'air. Il conviendra de valoriser le broyage pour ses aspects bénéfiques en matière environnementale.	☒	Maîtrise de l'énergie
		☐	GES
		☐	ENR
		☒	Qualité de l'air
		☐	Adaptation
		☒	Séquestration
Objectifs visés :	Renforcer le potentiel de séquestration carbone		

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Promouvoir l'utilisation des matériaux biosourcés dans le bâtiment	2020-2026
Valoriser le broyage du bois	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, CAPEB, ALEC, SDEEG, OPAH, ICARE Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :

AXE 4 : Adapter le territoire au changement climatique

Maintenir et développer la séquestration carbone

SUIVI – EVALUATION :	
Indicateurs de suivi :	Nombre de projets de rénovation intégrant des matériaux biosourcés Nombre de particuliers/artisans sensibilisé Tonnage de bois broyés valorisé
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Préservation de la biodiversité et des espaces naturels
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°23 : Lutter contre les risques naturels, technologiques et sanitaires

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Le territoire du Blayais, comme tous les territoires, présente des vulnérabilités aux changements climatiques. En effet, les activités humaines, notamment celles consommatrices d'énergie et émettrices de GES, ont des effets négatifs sur l'environnement dans lequel elles interviennent. Les principaux impacts portent sur la ressource en eau, les milieux naturels et la population.

L'enjeu est alors d'anticiper ces changements climatiques et d'adapter le territoire en conséquence, au travers :
- *D'un aménagement et d'une planification urbaine en cohérence avec les enjeux climatiques*
- *Du développement des capacités de séquestration du carbone, par la préservation des espaces naturels et l'utilisation des produits issus du bois*
- *De la protection de la population face aux risques naturels, technologiques et sanitaires*
- *De la préservation de la ressource en eau, tant en quantité qu'en qualité*
- *Du développement d'une agriculture durable*

L'évolution climatique va apporter des modifications aux conditions de vie des habitants, avec des risques naturels, sanitaires et technologiques plus importants pour la population. Face à ces risques, des actions de prévention sont à entreprendre.

En ce sens, la CC de Blaye est partie prenante du Contrat Local de Santé de la Haute-Gironde, dont un des axes de réflexion vise à « Promouvoir des habitudes de vie et des environnements favorables à la santé ». Sous l'impulsion de ce CLS, un observatoire Local Santé Environnement devrait voir le jour prochainement.

Avec cette action « Lutter contre les risques naturels, sanitaires et technologiques », il s'agit de sensibiliser la population aux vulnérabilités du changement climatique, mais également de définir et de mettre en place les mesures nécessaires à la protection de la population face aux risques inondation, canicule et insectes vecteurs notamment.

Effets sur :

- ☐ Maîtrise de l'énergie
- ☐ GES
- ☐ ENR
- ☒ Qualité de l'air
- ☒ Adaptation
- ☐ Séquestration

Objectifs visés : Prévenir et protéger la population des risques naturels, sanitaires et technologiques

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Sensibiliser la population aux vulnérabilités climatiques et aux risques naturels, technologiques et sanitaires	2020-2026
Mettre à jour et coordonner les plans communaux de sauvegarde et les plans canicule des communes	2020-2022
Approfondir la connaissance sur les digues existantes	2020-2022
Procéder au classement réglementaire des systèmes d'endiguement et définir les modalités de leur gestion	2020-2022
Améliorer la connaissance et la maitrise du ruissellement des eaux pluviales	2022-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :

AXE 4 : Adapter le territoire au changement climatique

Renforcer la culture du risque à l'échelle du territoire

Maître d'ouvrage : CC de Blaye / Communes/SVGB Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : Département, ARS Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Action de sensibilisation et d'information	1 000 € (F)	
Etude sur l'état des lieux des digues existantes	30 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'actions de sensibilisation réalisées Nombre de personnes sensibilisées Nombre de plans communaux de sauvegarde et de plans canicule mis à jour et coordonnés Nombre de systèmes endiguement classés réglementairement Nombre de diagnostics relatifs au ruissellement des eaux pluviales urbaines réalisés
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Protection contre les espèces animales invasives Sensibilisation aux risques naturels et sanitaires Sensibilisation sur la qualité de l'air
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°24 : Réduire les consommations en eau potable et encourager la récupération/stockage des eaux de pluie

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Le territoire du Blayais, comme tous les territoires, présente des vulnérabilités aux changements climatiques. En effet, les activités humaines, notamment celles consommatrices d'énergie et émettrices de GES, ont des effets négatifs sur l'environnement dans lequel elles interviennent. Les principaux impacts portent sur la ressource en eau, les milieux naturels et la population.

L'enjeu est alors d'anticiper ces changements climatiques et d'adapter le territoire en conséquence, au travers :
- D'un aménagement et d'une planification urbaine en cohérence avec les enjeux climatiques
- Du développement des capacités de séquestration du carbone, par la préservation des espaces naturels et l'utilisation des produits issus du bois
- De la protection de la population face aux risques naturels, technologiques et sanitaires
- De la préservation de la ressource en eau, tant en quantité qu'en qualité
- Du développement d'une agriculture durable

La compétence « Eau et assainissement » de la CC de Blaye est déléguée à deux syndicats : le SIAEP du Blayais (compétence « eau potable » pour une partie des communes) et le SIAEPA des Côteaux de l'Estuaire (compétence « eau potable » pour l'autre partie des communes et la compétence « assainissement » pour la totalité des communes).

Même si la qualité de l'eau potable est bonne (peu de traitements sont nécessaires), la problématique porte aujourd'hui davantage sur la quantité, avec la pression de la métropole bordelaise sur la ressource. En tenant compte de l'évolution de la démographie et de l'urbanisation prévues par les différents documents d'urbanisme, les besoins en eau potable ont été analysé dans l'EIE du ScoT de la Haute Gironde Blaye-Estuaire. Aux regards des besoins nécessaires aux nouvelles populations qui seront accueillis sur le territoire et la capacité des nappes, les besoins en eau potables seront assurés.

Néanmoins, les syndicats se sont saisis de la problématique de la ressource en eau et particulièrement des fuites sur les réseaux d'eau potable, notamment en réduisant la pression (afin de réduire la casse sur les réseaux).

Ainsi, à travers cette action « Réduire les consommations en eau potable », il s'agit d'optimiser l'utilisation de la ressource en eau pour les besoins en eau potable.

Effets sur :

- ☐ Maîtrise de l'énergie
- ☐ GES
- ☐ ENR
- ☐ Qualité de l'air
- ☒ Adaptation
- ☐ Séquestration

Objectifs visés : Optimiser les consommations d'eau potable

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :

AXE 4 : Adapter le territoire au changement climatique

Garantir une ressource en eau en quantité et de qualité

Mettre en place une campagne de sensibilisation à destination du grand public et des acteurs économiques	2020-2026
Poursuivre la lutte contre les fuites sur les réseaux d'alimentation	2020-2026
Engager une réflexion sur la réutilisation des eaux usées faiblement polluées	2020-2026

Porteur de l'action :	**Partenaires :**
Maître d'ouvrage : CC de Blaye SIAEP du Blayais / SIAEPA des Côteaux de l'Estuaire Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : Communes, Département, ARS Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	**Coûts prévisionnels (HT) :**	**Financements potentiels :**
Campagne de sensibilisation	2 000 € (F)	
Etude sur la réutilisation des eaux faiblement polluées	50 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'actions de sensibilisation réalisées Nombre de personnes sensibilisées Nombre d'actions contre les fuites sur réseau réalisées
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Amélioration de la gestion de la ressource en eau (quantité et qualité) Protection des milieux naturels
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°25 : Améliorer le traitement des eaux usées

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Le territoire du Blayais, comme tous les territoires, présente des vulnérabilités aux changements climatiques. En effet, les activités humaines, notamment celles consommatrices d'énergie et émettrices de GES, ont des effets négatifs sur l'environnement dans lequel elles interviennent. Les principaux impacts portent sur la ressource en eau, les milieux naturels et la population.

L'enjeu est alors d'anticiper ces changements climatiques et d'adapter le territoire en conséquence, au travers :
- *D'un aménagement et d'une planification urbaine en cohérence avec les enjeux climatiques*
- *Du développement des capacités de séquestration du carbone, par la préservation des espaces naturels et l'utilisation des produits issus du bois*
- *De la protection de la population face aux risques naturels, technologiques et sanitaires*
- *De la préservation de la ressource en eau, tant en quantité qu'en qualité*
- *Du développement d'une agriculture durable*

La compétence « Eau et assainissement » de la CC de Blaye est déléguée à deux syndicats : le SIAEP du Blayais (compétence « eau potable » pour une partie des communes) et le SIAEPA des côteaux de l'Estuaire (compétence « eau potable » pour l'autre partie des communes et la compétence « assainissement » pour la totalité des communes.

L'assainissement des eaux usées influe significativement sur la qualité des eaux superficielles. Ainsi, avec cette action « Améliorer le traitement des eaux usées », il s'agit d'encourager les solutions naturelles de traitement des eaux usées, pour limiter le recours à des procédés intensifs de traitement et donc de réduire l'impact sur l'environnement.

Effets sur :

- ☐ Maîtrise de l'énergie
- ☐ GES
- ☐ ENR
- ☐ Qualité de l'air
- ☒ Adaptation
- ☐ Séquestration

Objectifs visés : Améliorer les systèmes de dépollution des eaux usées

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Poursuivre le développement du réseau d'assainissement collectif	2020-2026
Poursuivre la mise en conformité des installations d'assainissement non collectif	2020-2026
Encourager le développement d'installations de phytoépuration "naturelles"	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye, SIAEPA des côtes de l'Estuaire Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : Communes, Département, Agence de l'Eau Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Linéaire de réseau d'assainissement collectif développé

AXE 4 : Adapter le territoire au changement climatique

Garantir une ressource en eau en quantité et de qualité

	Nombre d'installations d'assainissement non collectif mis aux normes Nombre d'installations d'épuration naturelle mises en place
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Amélioration de la gestion de la ressource en eau (quantité et qualité) Protection des milieux naturels
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°26 : Améliorer la gestion des cours d'eau et des zones humides

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Le territoire du Blayais, comme tous les territoires, présente des vulnérabilités aux changements climatiques. En effet, les activités humaines, notamment celles consommatrices d'énergie et émettrices de GES, ont des effets négatifs sur l'environnement dans lequel elles interviennent. Les principaux impacts portent sur la ressource en eau, les milieux naturels et la population.

L'enjeu est alors d'anticiper ces changements climatiques et d'adapter le territoire en conséquence, au travers :
- *D'un aménagement et d'une planification urbaine en cohérence avec les enjeux climatiques*
- *Du développement des capacités de séquestration du carbone, par la préservation des espaces naturels et l'utilisation des produits issus du bois*
- *De la protection de la population face aux risques naturels, technologiques et sanitaires*
- *De la préservation de la ressource en eau, tant en quantité qu'en qualité*
- *Du développement d'une agriculture durable*

Depuis le 1er janvier 2018, la Gestion des Milieux Aquatiques et Préventions des Inondations (GEMAPI) est venue s'ajouter aux compétences déjà exercées par la Communauté de Communes de Blaye. Concernant le volet GEMA de la compétence, ce dernier a été confié à la Communauté de Communes de l'Estuaire pour le Bassin Versant de la Livenne et au SGBV du Moron, Blayais, Virvée et Renaudière pour les autres bassins versants du territoire.

Avec cette action « Améliorer la gestion des cours d'eau », il s'agit de définir et de mettre en œuvre des plans de gestion pluri-annuels des bassins versants du territoire. L'objectif est ici de limiter les perturbations et les dégradations (notamment liées les activités humaines et à l'aménagement) sur les milieux aquatiques.

Effets sur :

- ☐ Maîtrise de l'énergie
- ☐ GES
- ☐ ENR
- ☐ Qualité de l'air
- ☒ Adaptation
- ☐ Séquestration

Objectifs visés : Gérer durablement les bassins versants du territoire

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Mettre en place des modalités de gestion des cours d'eau tenant compte du fonctionnement global des bassins versants	2020-2022
Identifier, restaurer et préserver les zones humides pour lutter contre les assecs	2020-2026
Adopter, suivre et réviser les plans pluriannuels de gestion sur l'ensemble des bassins versants du territoire	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : SGBVMBVR/CCE Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : CC de Blaye, Communes, Département, SCOT, Agence de l'eau Adour-Garonne Partenaires financiers : Département, Agence de l'eau Adour-Garonne

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :

AXE 4 : Adapter le territoire au changement climatique

Garantir une ressource en eau en quantité et de qualité

Modalités de gestion des cours d'eau		A préciser Agence de l'eau - 0 à 50%
Restauration et préservation des zones humides		A préciser Agence de l'eau - 0 à 50%
Plans pluriannuels de gestion des bassins versants	50 000 € (F)	A préciser Agence de l'eau - 0 à 50%

SUIVI – EVALUATION :	
Indicateurs de suivi :	Nombre de milieux naturels humides restaurés/protégés Nombre de plans pluri-annuels de gestion des bassins versants mis en œuvre Part d'écosystèmes humides remarquables dans un état de conservation favorable
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Amélioration de la gestion de la ressource en eau (quantité et qualité) Protection des milieux naturels
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°27 : Favoriser le développement d'une agriculture durable

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Le territoire du Blayais, comme tous les territoires, présente des vulnérabilités aux changements climatiques. En effet, les activités humaines, notamment celles consommatrices d'énergie et émettrices de GES, ont des effets négatifs sur l'environnement dans lequel elles interviennent. Les principaux impacts portent sur la ressource en eau, les milieux naturels et la population.

L'enjeu est alors d'anticiper ces changements climatiques et d'adapter le territoire en conséquence, au travers :
- *D'un aménagement et d'une planification urbaine en cohérence avec les enjeux climatiques*
- *Du développement des capacités de séquestration du carbone, par la préservation des espaces naturels et l'utilisation des produits issus du bois*
- *De la protection de la population face aux risques naturels, technologiques et sanitaires*
- *De la préservation de la ressource en eau, tant en quantité qu'en qualité*
- *Du développement d'une agriculture durable*

La région Nouvelle-Aquitaine est lauréate de l'appel à projets « Territoire d'innovation » pour son projet régional « VITIREV – Innovons pour des territoires viticoles respectueux de l'environnement ». En effet, le développement d'une viticulture durable présente un enjeu majeur d'adaptation du territoire au changement climatique.

Ainsi, la Chambre d'agriculture et le CIVB participent aux travaux de recherche menés par l'INRA sur l'adaptation des cépages et des pratiques viticoles, pour par la suite être en mesure d'accompagner les viticulteurs dans l'évolution de leur métier vers des pratiques durables.

Effets sur :

☐	Maîtrise de l'énergie
☐	GES
☐	ENR
☒	Qualité de l'air
☒	Adaptation
☒	Séquestration

Objectifs visés : Adapter l'agriculture au changement climatique

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Poursuivre les travaux de recherche sur l'adaptation des cépages et les futures pratiques agricoles	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CIVB / Chambre d'agriculture Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : CC de Blaye, syndicats viticoles, INRA, Département Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre de réunions organisées
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Sensibilisation sur la ressource en eau Préservation de la biodiversité locale et des espaces naturels

AXE 4 : Adapter le territoire au changement climatique

Adapter l'agriculture au changement climatique

	Anticipation et adaptation aux risques naturels
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°28 : Construire une stratégie locale de développement des énergies renouvelables

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

La production locale d'énergie renouvelable est évaluée à 4% des consommations d'énergie du territoire en 2015, soit 24 GWh.

L'impact du développement des ENR est conséquent sur la réduction des émissions de GES, puisqu'elles viennent en substitution des énergies carbonées (gaz, produits pétroliers et électricité).

Les objectifs chiffrés que s'est fixés la CCB en matière de développement local des ENR visent un taux de couverture des besoins énergétiques de 10% en 2026 (soit une production totale de 45 GWh), 19% en 2030 (80 GWh) et 50% en 2050 (120 GWh).

La marge de manœuvre du territoire sur le développement des ENR intra-territoriale est importante et diversifiée, avec à court terme des technologies matures et faciles à mettre en œuvre comme le solaire photovoltaïque, les pompes à chaleur ou encore le bois-énergie, notamment dans l'habitat et le tertiaire. A moyen terme, sont ciblées d'autres ENR autour de projets territoriaux publics ou privés et nécessitant des études de faisabilité plus approfondies, telles que la méthanisation, l'hydrolien, ou encore la géothermie.

Avec cette action « Construire une stratégie locale de développement des ENR », il s'agit de poser les bases nécessaires à un développement anticipé, cohérent et opérationnel des ENR sur le territoire, en réponse aux objectifs chiffrés que s'est fixés la CCB.

Effets sur :

☐	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☒	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☒	Séquestration

Objectifs visés : Planifier le développement des énergies renouvelables sur le territoire

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Lancer une étude potentialité et de planification du développement des ENR sur le territoire	2022-2024
Engager une réflexion sur le financement des projets ENR	2022-2024

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, ADEME, Département, ALEC, CIRENA Partenaires financiers : ADEME, Région, LEADER

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Etude de potentialité et de planification des ENR	50 000 € (F)	30 000 € LEADER

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Production d'ENR (GWh) installé Nombre de projets en cours Nombre de projets ENR développés en financement citoyen ou participatif
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Diminution de la pollution atmosphérique Favorise l'acceptabilité des projets ENR (méthanisation, éolien, etc) Aménagements impliquant consommation d'espace et artificialisation des sols

	Localisation et périmètre immédiat des projets modifiant le paysage
Mesures correctives :	Favoriser l'implantation des projets sur des sites déjà utilisés (parking, friches, etc) pour éviter les conflits d'usage et préserver les espaces naturels Associer les acteurs locaux pour assurer la mise en œuvre des projets ENR (citoyens et méthanisation, ABF et solaire en toiture, etc)

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	10 285	531 163		23 683	21 000

Hypothèses prises :

- *Objectif stratégique de développement local des ENR à 2026*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°29 : Favoriser l'acceptabilité des énergies renouvelables

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

La production locale d'énergie renouvelable est évaluée à 4% des consommations d'énergie du territoire en 2015, soit 24 GWh.

L'impact du développement des ENR est conséquent sur la réduction des émissions de GES, puisqu'elles viennent en substitution des énergies carbonées (gaz, produits pétroliers et électricité).

Les objectifs chiffrés que s'est fixés la CCB en matière de développement local des ENR visent un taux de couverture des besoins énergétiques de 10% en 2026 (soit une production totale de 45 GWh), 19% en 2030 (80 GWh) et 50% en 2050 (120 GWh).

La marge de manœuvre du territoire sur le développement des ENR intra-territoriale est importante et diversifiée, avec à court terme des technologies matures et faciles à mettre en œuvre comme le solaire photovoltaïque, les pompes à chaleur ou encore le bois-énergie, notamment dans l'habitat et le tertiaire. A moyen terme, sont ciblées d'autres ENR autour de projets territoriaux publics ou privés et nécessitant des études de faisabilité plus approfondies, telles que la méthanisation, l'hydrolien, ou encore la géothermie.

Pour garantir l'atteinte des objectifs stratégiques, il est indispensable d'informer et de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire (acteurs publics et privés, société civile, …) aux énergies renouvelables. En effet, la diffusion large d'informations sur les technologies, les impacts potentiels, les modes de financement, permettra une meilleure appropriation et une bonne acceptabilité. La mise en œuvre opérationnelle des projets ENR en sera alors facilitée.

Effets sur :

☐	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☒	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☒	Séquestration

Objectifs visés : Faciliter le développement des énergies renouvelables sur le territoire

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Informer et sensibiliser les acteurs locaux (habitants, élus, entreprises)	2020-2026
Communiquer sur les conclusions de l'étude de potentialité et de planification ENR	2022-2024
Communiquer sur les modes participatifs et citoyens	2022-2024

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, Département, ALEC, CIRENA Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Action d'information et de communication	1 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'actions de sensibilisation/information réalisées Nombre de personnes sensibilisées/informées

Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Favorise l'acceptabilité des projets ENR (méthanisation, éolien, etc)
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	10 285	531 163		23 683	21 000

Hypothèses prises :

- *Objectif stratégique de développement local des ENR à 2026*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°30 : Encourager le développement du solaire photovoltaïque et thermique

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

La production locale d'énergie renouvelable est évaluée à 4% des consommations d'énergie du territoire en 2015, soit 24 GWh.

La marge de manœuvre du territoire sur le développement des ENR intra-territoriale est importante et diversifiée, avec à court terme des technologies matures et faciles à mettre en œuvre comme le solaire photovoltaïque, les pompes à chaleur ou encore le bois-énergie, notamment dans l'habitat et le tertiaire. A moyen terme, sont ciblées d'autres ENR autour de projets territoriaux publics ou privés et nécessitant des études de faisabilité plus approfondies, telles que la méthanisation, l'hydrolien, ou encore la géothermie.

L'impact du développement des ENR est conséquent sur la réduction des émissions de GES, puisqu'elles viennent en substitution des énergies carbonées (gaz, produits pétroliers et électricité).

Le solaire, qu'il soit photovoltaïque (production d'électricité) ou thermique (production de chaleur, pour l'eau chaude sanitaire) est une technologie éprouvée et facile à développer à court terme, notamment en toiture de bâtiments d'habitation et tertiaires.

Représentant aujourd'hui 5% de la production ENR du territoire, les objectifs stratégiques visent une progression rapide du solaire, notamment photovoltaïque, à hauteur de 37% du mix ENR local.

L'intercommunalité souhaite notamment s'appuyer sur des outils existants : le guichet unique habitat (plateforme ICARE – OPAH - EIE), le technicien CCB « permis de louer » en rôle de relai vers les dispositifs pour les particuliers. Concernant les acteurs économiques, le club d'entreprises constitue un vecteur de communication.
Enfin, certains outils devront évoluer afin d'intégrer cette problématique et notamment les documents d'urbanisme comme le prescrit le SCOT.

Effets sur :

- ☐ Maîtrise de l'énergie
- ☒ GES
- ☒ ENR
- ☒ Qualité de l'air
- ☐ Adaptation
- ☐ Séquestration

Objectifs visés : Faciliter le développement du solaire photovoltaïque et thermique sur les espaces artificialisés

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Accompagner le développement des projets (habitat, bâtiments commerciaux/agricoles, parkings, …)	2020-2026
Engager des discussions avec les ABF pour concilier solaire et patrimoine	2022-2024

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, Département, Région, ADEME, ALEC, Chambre d'agriculture, CIVB, club d'entreprises, CMA, CCI, SDEEG Partenaires financiers : Département, ADEME, SDEEG

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :

SUIVI – EVALUATION :	
Indicateurs de suivi :	Surface de toitures équipées en solaire photovoltaïque (m²) Production d'ENR solaire photovoltaïque (MWh) Nombre d'études de faisabilité réalisées (hors solaire PV sur habitat) Nombre de projets ENR développés (hors solaire PV sur habitat) Production d'ENR solaire thermique (MWh)
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Diminution de la pollution atmosphérique Aménagements impliquant consommation d'espace et artificialisation des sols Localisation et périmètre immédiat des projets modifiant le paysage Recyclabilité des matériaux utilisés
Mesures correctives :	Favoriser l'implantation des projets sur des sites déjà utilisés (parking, friches, etc) pour éviter les conflits d'usage et préserver les espaces naturels Associer les acteurs locaux pour assurer la mise en œuvre des projets ENR (citoyens et méthanisation, ABF et solaire en toiture, etc) Engager une réflexion sur l'analyse de cycle de vie des projets ENR

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	10 285	531 163		23 683	21 000

Hypothèses prises :

- ***Objectif stratégique de développement local des ENR à 2026***

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°31 : Valoriser la ressource biomasse et développer le bois-énergie

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

La production locale d'énergie renouvelable est évaluée à 4% des consommations d'énergie du territoire en 2015, soit 24 GWh.

La marge de manœuvre du territoire sur le développement des ENR intra-territoriale est importante et diversifiée, avec à court terme des technologies matures et faciles à mettre en œuvre comme le solaire photovoltaïque, les pompes à chaleur ou encore le bois-énergie, notamment dans l'habitat et le tertiaire. A moyen terme, sont ciblées d'autres ENR autour de projets territoriaux publics ou privés et nécessitant des études de faisabilité plus approfondies, telles que la méthanisation, l'hydrolien, ou encore la géothermie.

L'impact du développement des ENR est conséquent sur la réduction des émissions de GES, puisqu'elles viennent en substitution des énergies carbonées (gaz, produits pétroliers et électricité).

Bien que la ressource biomasse forestière soit peu présente sur le territoire de la CC du Blayais (15% de la surface totale), elle est relativement importante à l'échelon du département, et d'autre part la biomasse viticole est quant à elle conséquente localement.

A travers cette action, l'intercommunalité envisage :

- Développer les chaufferies biomasse, avec ou sans raccordement à des réseaux de chaleur, notamment pour les équipements publics.
- Sensibiliser le grand public à l'usage de cette source d'énergie
- Travailler en partenariat avec le monde viticole (CIVB, syndicat viticole, etc) à la valorisation du bois issu de la viticulture

Effets sur :

☐	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☒	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☒	Séquestration

Objectifs visés : Encourager le développement du bois-énergie

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Valoriser le bois issu de la viticulture	2020-2026
Etudier les potentiels de création de réseaux de chaleur bois-énergie	2020-2024
Sensibiliser le grand public à cette ressource	2020-2026
Grouper les achats de granulés biomasse	2022-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye / Syndicats viticoles Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : Communes, Département, ADEME, ALEC, Chambre d'agriculture, SIPHEM Partenaires financiers : Département, ADEME

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Etude de faisabilité réseau de chaleur / bois-énergie	25 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Production d'ENR bois-énergie (MWh) Nombre de projets de réseaux de chaleur biomasse étudiés Nombre de projets de réseaux de chaleur biomasse réalisés
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Point de vigilance sur la qualité de l'air
Mesures correctives :	Favoriser l'implantation des projets sur des sites déjà utilisés (parking, friches, etc) pour éviter les conflits d'usage et préserver les espaces naturels Engager une réflexion sur l'analyse de cycle de vie des projets ENR Associer les acteurs locaux pour assurer la mise en œuvre des projets ENR (citoyens et méthanisation, ABF et solaire en toiture, etc)

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	10 285	531 163		23 683	21 000

Hypothèses prises :

- *Objectif stratégique de développement local des ENR à 2026*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°32 : Mener une réflexion sur le développement à moyen terme de la méthanisation, géothermie et hydrolien

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

La production locale d'énergie renouvelable est évaluée à 4% des consommations d'énergie du territoire en 2015, soit 24 GWh.

La marge de manœuvre du territoire sur le développement des ENR intra-territoriale est importante et diversifiée, avec à court terme des technologies matures et faciles à mettre en œuvre comme le solaire photovoltaïque, les pompes à chaleur ou encore le bois-énergie, notamment dans l'habitat et le tertiaire. A moyen terme, sont ciblées d'autres ENR autour de projets territoriaux publics ou privés et nécessitant des études de faisabilité plus approfondies, telles que la méthanisation, l'hydrolien, ou encore la géothermie.

L'impact du développement des ENR est conséquent sur la réduction des émissions de GES, puisqu'elles viennent en substitution des énergies carbonées (gaz, produits pétroliers et électricité).

Les énergies renouvelables telles que la méthanisation, la géothermie ou encore l'hydrolien demandent des temps de mise en œuvre des projets plus longs, soit en raison de délais intrinsèques aux projets en eux-mêmes (études de faisabilité approfondies, coordination des parties prenantes, …) avec la méthanisation ou la géothermie, soit pour des questions de maturité technologique pour l'hydrolien.

Avec cette action, la CC de Blaye souhaite mettre en place les conditions nécessaires à la réalisation des projets de méthanisation, de géothermie ou hydroliens.

Effets sur :

☐	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☒	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☐	Séquestration

Objectifs visés : Faciliter le développement de la méthanisation, de la géothermie ou de l'hydrolien à moyen terme

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Réaliser les études de faisabilité complémentaires à l'étude de potentialité et de planification des ENR	2024-2026
Faciliter la mise en œuvre des projets et mettre en réseau les acteurs	2020-2026
Suivre l'innovation locale sur l'hydrolien	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye / Porteurs de projets ENR Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : Communes, CC Grand Cubzaguais, Région, ADEME, ALEC, Chambre d'agriculture, SDEEG, GRDF, TEREGA Partenaires financiers : Département, ADEME, SDEEG, TEREGA

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Etude de faisabilité ENR	30 000 € (F)	A préciser selon le type de projet

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'études de faisabilité réalisées Nombre de projets facilités/accompagnés Production d'ENR géothermie (MWh) Production d'ENR méthanisation (MWh)

Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Diminution de la pollution atmosphérique Aménagements impliquant consommation d'espace et artificialisation des sols Localisation et périmètre immédiat des projets modifiant le paysage
Mesures correctives :	Favoriser l'implantation des projets sur des sites déjà utilisés (parking, friches, etc) pour éviter les conflits d'usage et préserver les espaces naturels Engager une réflexion sur l'analyse de cycle de vie des projets ENR Associer les acteurs locaux pour assurer la mise en œuvre des projets ENR (citoyens et méthanisation, ABF et solaire en toiture, etc)

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	10 285	531 163		23 683	21 000

<u>Hypothèses prises</u> :

- *Objectif stratégique de développement local des ENR à 2026*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°33 : Mettre en place l'animation territoriale et la participation citoyenne

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Assurer un développement soutenable, permettant de concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social, est aujourd'hui une nécessité. Parce que l'échelon local est bien souvent à l'initiative de projets concrets, la CCB s'implique au quotidien en faveur du développement durable, notamment dans la mise en œuvre de ses missions et ses compétences.

Les leviers d'actions sont nombreux et diversifiés : l'animation du territoire et de ses acteurs, la gestion des bâtiments et équipements publics, les déplacements des agents, les achats publics, la réduction et le tri des déchets internes, la gestion des espaces verts, …

L'exemplarité du Blayais, intercommunalité et communs membres, est primordiale pour impulser une dynamique locale portée par l'ensemble des acteurs locaux (habitants, entreprises, associations, …) en faveur de la transition énergétique et environnementale.

Avec cette action « Mettre en place l'animation territoriale et la participation citoyenne autour du PCAET », il s'agit de définir et de mettre en œuvre une stratégie de communication et d'animation territoriale, ainsi que de participation de la société civile, dans l'objectif de mettre en mouvement les forces vives d'un développement local durable.

De même, après approbation du PCAET, la CCB redéfinira une gouvernance dédiée pour assurer le suivi et l'animation du PCAET composée d'un comité technique, d'un comité de pilotage restreint et d'un comité élargi. Cette dernière instance regroupera un large panel d'acteurs du territoire dans le but que cette démarche soit partagée par le plus grand nombre. Le Comité de Pilotage élargi se réunira à minima 1 fois par an

Effets sur :

- ☒ Maîtrise de l'énergie
- ☒ GES
- ☒ ENR
- ☒ Qualité de l'air
- ☒ Adaptation
- ☒ Séquestration

Objectifs visés : Animer le territoire et mobiliser les citoyens autour des enjeux climat, air et énergie

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Mettre en place des outils de communication spécifiques	2020-2026
Valoriser les projets exemplaires	2020-2026
Mettre en place le défi "Familles à Energie Positives"	2020-2026
Développer et animer un réseau local et des groupes de travail autour de la transition énergétique	2020-2026
Organiser un évènement annuel autour du PCAET	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, acteurs locaux, Département Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Evènement annuel	2 000 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :	
Indicateurs de suivi :	Nombre d'outils de communication mis en place Nombre de projets exemplaires valorisés Nombre de familles engagées dans le défi "Familles Vertueuses" / "Familles Zéro Gaspillage" Nombre d'acteurs participants au réseau local de la transition Nombre de groupes de réflexion thématiques créés Nombre d'évènements de sensibilisation organisés Nombre de participants sensibilisés
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Préservation de la ressource en eau Sensibilisation sur la consommation d'espace et l'artificialisation des sols Sensibilisation sur la protection des espaces naturels Sensibilisation sur la préservation de la biodiversité Sensibilisation aux risques naturels et sanitaires Amélioration de la gestion et la valorisation des déchets Amélioration de la qualité de l'air
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	74	531 163	377	23 683	

<u>Hypothèses prises</u> :

- *100 ménages participent au défi « Familles à Energie Positive »*

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°34 : Réduire les consommations d'énergie des bâtiments publics

DESCRIPTION DE L'ACTION :

		Effets sur :	
Eléments de contexte et description :	*Assurer un développement soutenable, permettant de concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social, est aujourd'hui une nécessité. Parce que l'échelon local est bien souvent à l'initiative de projets concrets, la CCB s'implique au quotidien en faveur du développement durable, notamment dans la mise en œuvre de ses missions et ses compétences.* *Les leviers d'actions sont nombreux et diversifiés : l'animation du territoire et de ses acteurs, la gestion des bâtiments et équipements publics, les déplacements des agents, les achats publics, la réduction et le tri des déchets internes, la gestion des espaces verts, …* Avec cette action « Réduire les consommations d'énergie des bâtiments publics », il s'agit de réaliser des diagnostics énergie des bâtiments publics, de programmer les travaux préconisés, de valoriser les économies d'énergie engagées, mais également de sensibiliser les utilisateurs des bâtiments à une gestion efficace du patrimoine public. La question des économies d'eau sera également traitée dans cette action notamment par la mise en place d'équipements de réduction de la consommation ou encore la pose d'équipements de récupération.	☒	Maîtrise de l'énergie
		☒	GES
		☒	ENR
		☒	Qualité de l'air
		☐	Adaptation
		☒	Séquestration
Objectifs visés :	Améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments publics		

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Mettre en place le dispositif de Conseil en Energie Partagé (suivi des consommations, diagnostic)	2020-2026
Définir un programme pluriannuel de travaux	2020-2022
Intégrer des clauses énergie/environnement aux cahiers des charges	2020-2026
Mettre en place des groupements de commande	2020-2026
Valoriser les certificats d'économie d'énergie	2020-2026
Sensibiliser les élus et les utilisateurs des bâtiments	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye / Communes Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : ALEC, CAUE, SDEEG, Département, Gironde Ressources Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Conseil en énergie partagé (1 ETP)	50 000 € (F)	
Action de sensibilisation	500 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre de communes engagées dans le dispositif de suivi des consommations d'énergie Nombre de bâtiments faisant l'objet d'un suivi des consommations énergétiques Nombre de diagnostics énergie actualisés Nombre de bâtiments rénovés Montant des CEE valorisés (€)

	Nombre d'agents sensibilisés aux enjeux énergie-climat dans le bâtiment
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Amélioration de la qualité de l'air Point de vigilance sur la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles
Mesures correctives :	Veiller à la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles pour les projets de rénovation des équipements publics (bâtiments et éclairage public) Prendre en considération la globalité du bâtiment pour un projet de rénovation de bâtiment Engager une réflexion sur l'analyse de cycle de vie de la commande publique

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	202	531 163	1 080	23 683	

<u>Hypothèses prises</u> :

- ***Gain énergétique de 30% sur les bâtiments publics***

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°35 : Améliorer l'efficacité de l'éclairage public

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Assurer un développement soutenable, permettant de concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social, est aujourd'hui une nécessité. Parce que l'échelon local est bien souvent à l'initiative de projets concrets, la CCB s'implique au quotidien en faveur du développement durable, notamment dans la mise en œuvre de ses missions et ses compétences.

Les leviers d'actions sont nombreux et diversifiés : l'animation du territoire et de ses acteurs, la gestion des bâtiments et équipements publics, les déplacements des agents, les achats publics, la réduction et le tri des déchets internes, la gestion des espaces verts, …

Avec cette action « Améliorer l'efficacité de l'éclairage public », il s'agit pour la CCB de rénover le réseau d'éclairage public de son parc (Bâtiments communautaires, ZAE et Lacs), dans l'objectif de limiter les impacts de l'éclairage nocturne sur la consommation d'énergie, mais également sur l'environnement et la biodiversité.
L'objectif pour la CCB est aussi de sensibiliser les communes membres à cette démarche

Effets sur :

- ☒ Maîtrise de l'énergie
- ☒ GES
- ☐ ENR
- ☒ Qualité de l'air
- ☐ Adaptation
- ☐ Séquestration

Objectifs visés : Améliorer les performances du réseau d'éclairage public

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Rénover l'éclairage public communautaire	2020-2026
Réfléchir à la mise en place d'un plan d'extinction nocturne et/ou de réduction de l'intensité lumineuse	2020-2022
Inciter les communes membres dans cette démarche	2022-2024

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CCB/SDEEG33 Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : CC de Blaye, Communes, ALEC, SGBV du Moron, association « Villes et villages étoilés » Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Rénovation d'un point lumineux	700 €	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre de points lumineux communautaires rénovés Nombre de communes engagées dans cette démarche Nombre de points lumineux communaux rénovés
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Amélioration de la qualité de l'air Point de vigilance sur la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles
Mesures correctives :	Veiller à la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles pour les projets de rénovation des équipements publics (bâtiments et éclairage public) Engager une réflexion sur l'analyse de cycle de vie de la commande publique

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)	Consommation d'énergie (MWh)	Production ENR (MWh)

Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000	22	531 163	270	23 683	

<u>Hypothèses prises</u> :

- ***Gain énergétique de 15%***

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°36 : Réduire les déplacements des agents

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Assurer un développement soutenable, permettant de concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social, est aujourd'hui une nécessité. Parce que l'échelon local est bien souvent à l'initiative de projets concrets, la CCB s'implique au quotidien en faveur du développement durable, notamment dans la mise en œuvre de ses missions et ses compétences.

Les leviers d'actions sont nombreux et diversifiés : l'animation du territoire et de ses acteurs, la gestion des bâtiments et équipements publics, les déplacements des agents, les achats publics, la réduction et le tri des déchets internes, la gestion des espaces verts, …

Avec cette action « Réduire les déplacements des agents », il s'agit d'encourager les techniciens des communes et de l'intercommunalité à utiliser des modes de transports alternatifs à la voiture thermique individuelle, pour les déplacements domicile-travail et les déplacements professionnels.

Effets sur :	
☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☐	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☐	Séquestration

Objectifs visés : Encourager la mobilité alternative pour les déplacements pendulaires et professionnels des agents

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Mettre en place des Plans de Déplacement Administration (PDA)	2022-2024
Réfléchir à la mise à disposition des vélos électriques pour les déplacements professionnels de courtes distances	2022-2024
Installer des bornes de recharge publiques pour véhicules électriques	2020-2024
Installer un point de visioconférence au siège de la CC	2020-2022
Encourager le covoiturage	2020-2026
Développer les stationnements vélo	2020-2022
Réfléchir à la mise en place de l'indemnité kilométrique vélo	2020-2022
Inciter les communes membres dans cette démarche	2022-2024

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye / Communes Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : ADEME, Département, Gironde Ressources, SDEEG Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Vélo à assistance électrique	1 500 €	
Borne de recharge pour véhicule électriques	3 500 €	
Système de visioconférence	5 000 €	
Indemnité kilométrique vélo (par km)	0.25 €	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :

Nombre de vélos électriques mis à disposition des agents
Nombre de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques installées
Nombre de kilomètres parcourus en véhicules électriques
Nombre de réunions organisés en visioconférence

	Nombre d'agents pratiquant du covoiturage Nombre d'agents bénéficiant de l'indemnité kilométrique
Incidences environnementales :	Réduction des émissions de GES Amélioration de la qualité de l'air Réflexion à conduire sur la recyclabilité des batteries
Mesures correctives :	Engager une réflexion sur l'analyse de cycle de vie des véhicules électriques

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°37 : Conforter la démarche d'achat public durable

DESCRIPTION DE L'ACTION :

		Effets sur :	
Eléments de contexte et description :	*Assurer un développement soutenable, permettant de concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social, est aujourd'hui une nécessité. Parce que l'échelon local est bien souvent à l'initiative de projets concrets, le CCB s'implique au quotidien en faveur du développement durable, notamment dans la mise en œuvre de ses missions et ses compétences.* *Les leviers d'actions sont nombreux et diversifiés : l'animation du territoire et de ses acteurs, la gestion des bâtiments et équipements publics, les déplacements des agents, les achats publics, la réduction et le tri des déchets internes, la gestion des espaces verts, …* Avec cette action « Conforter la démarche d'achat public durable », il s'agit de prioriser les prestations et produits durables et responsables dans les marchés de fournitures et de services de la communauté de communes.	☒ ☒ ☒ ☒ ☒ ☒	Maîtrise de l'énergie GES ENR Qualité de l'air Adaptation Séquestration
Objectifs visés :	Réduire l'impact des achats publics sur l'environnement		

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Former les services à l'analyse environnementale et sociale de leurs achats	2020-2026
Réfléchir à la mise en place des critères de notation efficaces	2020-2026
Privilégier l'achat de produits/services durables (papeterie, produits d'entretien, informatique, …)	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Référent politique :	Partenaires techniques : ADEME, Département, Communes, SDEEG, SMICVAL Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'agents formés à la qualité environnementale et sociale des achats Nombre de marchés intégrant des critères environnementaux Part des achats publics intégrant des critères environnementaux et/ou sociaux (monétaire)
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Sensibilisation sur la gestion des déchets Sensibilisation sur la qualité de l'air
Mesures correctives :	Engager une réflexion sur l'analyse de cycle de vie de la commande publique

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°38 : Développer un fonctionnement durable des services

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Assurer un développement soutenable, permettant de concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social, est aujourd'hui une nécessité. Parce que l'échelon local est bien souvent à l'initiative de projets concrets, la CCB s'implique au quotidien en faveur du développement durable, notamment dans la mise en œuvre de ses missions et ses compétences.

Les leviers d'actions sont nombreux et diversifiés : l'animation du territoire et de ses acteurs, la gestion des bâtiments et équipements publics, les déplacements des agents, les achats publics, la réduction et le tri des déchets internes, la gestion des espaces verts, …

Avec cette action « Développer un fonctionnement durable des services », il s'agit d'engager une gestion durable et responsables des services intercommunaux et communaux dans le fonctionnement quotidien des collectivités. Ainsi, il est ici visé la mise en place d'une charte des bonnes pratiques, des groupes de travail thématiques aux enjeux d'un développement durable (par ex. aménagement du territoire, achats durables, bâtiment, …).

Effets sur :

☒	Maîtrise de l'énergie
☒	GES
☐	ENR
☒	Qualité de l'air
☐	Adaptation
☐	Séquestration

Objectifs visés : Encourager un fonctionnement durable des services publics

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Rédiger une charte des bonnes pratiques au quotidien	2020-2022
Organiser des actions d'information/sensibilisation thématiques	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en Charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en Charge du PCAET	Partenaires techniques : Gironde Ressources Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :
Action d'information et de sensibilisation	500 € (F)	

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'actions de sensibilisation des agents et des élus réalisées Nombre d'instances dématérialisées
Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Sensibilisation sur la gestion des déchets Sensibilisation sur la qualité de l'air
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :

Emissions GES (tCO2e)		Consommation d'énergie (MWh)		Production ENR (MWh)	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives

Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives

N°39 : Encourager une gestion différenciée des espaces verts

DESCRIPTION DE L'ACTION :

Eléments de contexte et description :

Assurer un développement soutenable, permettant de concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social, est aujourd'hui une nécessité. Parce que l'échelon local est bien souvent à l'initiative de projets concrets, la CCB s'implique au quotidien en faveur du développement durable, notamment dans la mise en œuvre de ses missions et ses compétences.

Les leviers d'actions sont nombreux et diversifiés : l'animation du territoire et de ses acteurs, la gestion des bâtiments et équipements publics, les déplacements des agents, les achats publics, la réduction et le tri des déchets internes, la gestion des espaces verts, …

Le Services techniques de la CCB assure l'entretien des Lacs du Moulin Blanc à St Christoly, des espaces verts des bâtiments communautaire et des Zones d'activités économique.
Pour entretenir ces espaces, la CCB n'utilise pas de produits phytosanitaires.

Avec cette action « encourager une gestion différenciée des espaces verts », il s'agit de poursuivre la dynamique de gestion différenciée mise en place : fauche tardive, désherbage mécanique ou manuel, choix d'espèces végétales adaptées aux variations climatiques à venir, impulser une dynamique de revégétalisation des espaces …
Pour permettre au territoire d'intégrer l'enjeu du dérèglement climatique à leur gestion des espaces verts, des préconisation techniques seront promulguées aux communes du territoire. Une attention particulière devra être portée sur la prévision de la ressource en eau.

Une sensibilisation des Communes pas encore engagées dans ces pratiques est envisagée.

Effets sur :

- ☒ Maîtrise de l'énergie
- ☒ GES
- ☐ ENR
- ☒ Qualité de l'air
- ☐ Adaptation
- ☐ Séquestration

Objectifs visés : Réduire l'impact environnemental de la gestion des espaces verts

ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Etapes de mise en œuvre :	Calendrier :
Informer et former aux pratiques de gestion durable des espaces verts	2020-2026

Porteur de l'action :	Partenaires :
Maître d'ouvrage : CC de Blaye Référent technique : Technicien CCB en charge du PCAET Référent politique : Vice-Président CCB en charge du PCAET	Partenaires techniques : Communes, SGBV du Moron, Département Partenaires financiers :

BUDGET PREVISIONNEL :

Détails :	Coûts prévisionnels (HT) :	Financements potentiels :

SUIVI – EVALUATION :

Indicateurs de suivi :	Nombre d'agents sensibilisés à la gestion différenciée des espaces verts

Incidences environnementales :	Sensibilisation aux enjeux climatiques Préservation de la ressource en eau Préservation des milieux naturels et protection de la biodiversité Sensibilisation sur la qualité de l'air
Mesures correctives :	

GAINS POTENTIELS CLIMAT-ENERGIE EN 2026 :					
Emissions GES (tCO2e)		**Consommation d'énergie (MWh)**		**Production ENR (MWh)**	
Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)	Etat initial (2015)	Gains attendus (2026)
96 000		531 163		23 683	

Incidences environnementales positives
Incidences environnementales négatives amenant des mesures correctives